RÉGIS DEBRAY

Choses dites

Le lecteur trouvera ici, dans l'ordre de leur enregistrement et rédaction, la suite de mes interventions écrites – entretiens, réalisés et accordés, articles et reportages concernant la Yougoslavie (mai-juin 1999).
Il aura ainsi en main dans leur totalité les pièces d'accusation du « dossier Debray ».

Plaques minéralogiques arrachées aux réfugiés kosovars albanais par les Serbes à la frontière, d'après une photographie de Régis Debray, D.R.

Entretien avec

Vuk Draskovic

Ancien vice premier ministre démissionnaire et leader du SPO (parti du renouveau serbe)

Belgrade, 3 mai 1999

Pourquoi la Serbie a-t-elle refusé de signer le texte de Rambouillet ?

Le texte accordait au Kosovo une autonomie très large dans le cadre de la Yougoslavie. Mais malheureusement, le texte ne faisait mention, ne fut-ce que d'un seul mot à la Serbie ; la loi albanaise était la loi que la minorité serbe était obligée d'accepter. De plus, les Américains ont incorporé, sans contacter quiconque, sans informer la partie serbe, le droit des Albanais à faire un référendum après trois ans. Selon le projet de Rambouillet, la Serbie se trouvait totalement expulsée du Kosovo. Vous pouvez comprendre cela ?

Après la Première Guerre, le royaume yougoslave avait établi trois systèmes légaux : le premier était un système légal européen pour les Serbes, les Croates, et les autres chrétiens, le second était celui de la charia, pour les musulmans et le troisième, celui des Albanais au Kosovo, très spécifique et conforme à la tradition Albanaise. La société albanaise comporte des lois tribales, la vendetta ou la revanche familiale. Après un meurtre, tous les membres de la famille de la victime peuvent tuer n'importe quel membre de la famille du meurtrier. La loi du royaume Yougoslave le leur permettait. Selon leur tradition, les Albanais peuvent avoir trois, quatre, cinq femmes, quarante enfants !…

C'est pourquoi, conformément à notre tradition, j'avais suggéré de créer deux systèmes juridiques parallèles, non pas fondés sur un principe ethnique, mais qui donna à chacun le droit de choisir ; le système légal serbe, ou le système albanais ; à eux de choisir ! À eux de choisir ! À condition que cela reste dans le cadre de la RFY et de la Serbie.

Avez-vous l'impression, rétrospectivement, que les jeux étaient faits depuis le début, à Rambouillet ?

Les Américains avaient décidé de tendre une embuscade aux Serbes, de leur offrir des choses inacceptables, puis de les bombarder. On ne peut traiter une maladie si on n'en recherche pas la cause. Le plus important, maintenant, est de trouver quelle est la cause de la tragédie kosovare.

Est-il vrai qu'il y avait un plan, appelé « Podkova » programmé par le gouvernement pour mener la purification ethnique. Vous devez le savoir, puisque vous étiez membre du gouvernement ? Cela signifierait que vous aviez déjà décidé de purger ethniquement la province…

Non. La cause de la tragédie du Kosovo, c'est le projet d'une Grande Albanie. Ce projet est vieux de vingt ans. M. Rugova a soulevé, il y a quinze ans, le projet de l'indépendance du Kosovo ; un Kosovo qui aurait été par la suite rattaché à l'Albanie ; mais M. Rugova n'a pas utilisé des bombes, des mitrailleuses pour cela. Les Serbes ont toléré des activités que la France, les États-Unis, le Royaume-Uni n'auraient pu tolérer dans leur propre pays. Par exemple, pendant les quinze dernières années, une majorité d'Albanais, poussés par le programme d'indépendance de M. Rugova, ont totalement boycotté l'État serbe, refusant de payer les impôts, les factures d'eau, d'électricité ; ils ont créé un système éducatif souterrain, des écoles, des universités avec un programme imprimé à Tirana. Nous avons laissé faire. M. Rugova a organisé deux types d'élections illégales pour les présidentielles du Kosovo ; il fut élu, mais notre police n'a jamais arrêté Rugova, alors qu'elle m'a arrêté, moi, deux fois, et m'a battu. Pendant ce temps, les Albanais avaient leurs indemnités de chômage, leurs retraites, leur sécurité sociale ; ils refusaient de faire leur service militaire ; nous ne les avons pas arrêtés !

La tragédie a commencé en mars 1998 quand un groupe de jeunes gens a pris les armes ; notre État a réagi pour éliminer ce groupe de terroristes, des groupes sont apparus pour les soutenir. M. Hollbrooke leur a rendu visite ; il a fait la paix avec les terroristes et les Américains en ont fait l'Armée de Libération du Kosovo. Les Américains ont bombardé au Soudan et en Afghanistan, les états-majors de Oussama Ben Laden mais parallèlement ont éduqué et entraîné l'UCK. Ils ont organisé la conférence de Rambouillet après avoir forcé Rugova à accepter la stratégie terroriste. Telle est la cause de la tragédie. Si nous voulons éliminer la malaria, nous ne pouvons le faire en tuant les moustiques, nous devons drainer les marais.

En expulsant les populations ?

La purification ethnique est un fait du terrorisme albanais et de l'idée de la Grande Albanie. Nous autres Serbes avons souffert une terrible partition. Nous avons reçu presque un million de réfugiés serbes de Croatie et de Bosnie. Et maintenant nous sommes sous les bombes à cause du projet de Grande Albanie. Où est la logique ? Où est la justice ? Ce sont les terroristes albanais qui ont provoqué cette tragédie. Et je suis excédé par l'hypocrisie de certains diplomates occidentaux, de certains intellectuels ou philosophes qui attaquent les Serbes pour

s'en être pris aux civils aux Kosovo. Ma position est la suivante : si nous trouvons un Serbe ayant commis des d'atrocités contre les civils, il doit être puni très sévèrement.

Mais qui sont les donneurs de leçons en matière de moralité ? Et Hiroshima ? C'est la plus grande boucherie de notre civilisation. Et pourtant, je ne suis pas prêt, en tant que Serbe, allié de l'Amérique pendant la Deuxième Guerre mondiale, à exiger le procès du général Eisenhower car ce sont les nazis qui ont commencé la guerre.

Pourquoi avez-vous quitté le gouvernement ?

Ma position était : nous n'avons pas le droit de cacher les pertes dues à l'OTAN, les civils, les soldats. Car tous ces crimes appartiennent aux agresseurs, pas à nous. Or la position de certains membres du gouvernement fédéral était « Non, ne le faites pas ! Car les agresseurs de l'OTAN pourraient se sentir vainqueurs. » Les Serbes sont une nation étrange. Ils n'aiment pas la position de victime. Voyez les Albanais qui exploitent cette situation de victimes en pleurant. Les Serbes ne sont pas prêts à pleurer. Notre slogan national est : « Mieux vaut la tombe que l'esclavage ». Après que les missiles de l'OTAN ont détruit deux immeubles dans le centre de Belgrade, des jeunes se sont mis à jouer au football entre les deux bâtiments ! La France ne peut pas l'ignorer. Elle doit être capable de comprendre les Serbes.

On a vu dans votre départ le commencement de la fin, les Serbes se divisent…

Je suis entré au gouvernement fédéral deux mois avant l'action de l'OTAN. Nous devions transformer économiquement, démocratiquement le pays, c'était la condition pour entrer dans l'Europe. J'avais discuté quatre mois avec le président Milosevic de ma participation dans le gouvernement fédéral. Mais l'agression de l'OTAN a commencé et la nation s'est dressée, tout entière. Ma situation est particulièrement tragique. J'ai vécu les manifestations contre Milosevic durant trois mois pour la reconnaissance des résultats des élections, en décembre 1996. Nous levions des drapeaux serbes, français, anglais, américains, italiens, surtout français et américains, comme symbole de notre vision européenne. Je peux vous dire que l'un de ceux qui avaient levé ces drapeaux a été tué sous les bombes de l'OTAN. Que puis-je dire à sa famille ? Puis-je dire aux Serbes que notre rêve est européen ? L'Europe est en train de tuer mon pays. D'une façon, même Hitler n'a pas fait ça. Trois jeunes gens tués dans l'immeuble de la télévision étaient membres de mon parti. Pourquoi les ont-ils tués ? Le châtiment collectif est un crime contre l'humanité. Quand nous avons créé les Nations Unies après la Seconde Guerre, nous nous sommes tous engagés à ne jamais manier le châtiment collectif, car c'est une pratique nazie.

Vous critiquez l'aspect antidémocratique du régime ?

Oui, je le critique. Mais certains experts de l'OTAN en concluent à tort qu'il existe une fracture en Serbie. Qu'il y a des Serbes qui veulent de l'OTAN. Non. Après cette guerre, je le sais, il faudra choisir. Je me battrai pour la coopération. Surtout avec la France. Je dois respecter mon grand-père qui était sous les ordres de généraux français pendant la Première Guerre mondiale. Je pense que les pays qui ont détruit la Serbie doivent la reconstruire. Après la fin de la guerre, la défaite morale des agresseurs commencera. Personne ne peut nier qu'ils ont attaqué un État souverain qui n'avait attaqué personne et personne ne peut nier qu'ils ont commis des crimes incroyables sur des innocents, des civils.

Vous savez que c'est le reproche qui vous est fait, de tuer des innocents au Kosovo. Vous avez parlé d'une tragédie. Le terme est juste. L'opinion politique est persuadée que la cause de l'OTAN est juste parce qu'elle défend les droits de l'homme. Et c'est plus important que le respect des frontières d'un État souverain.

Les atrocités du Kosovo résultent des bombes de l'OTAN.

Vous n'avez pas commencé avant ?

Il n'y avait pas un seul réfugié en Albanie, Macédoine ni Monténégro auparavant. Les bombes de l'OTAN ont provoqué l'incroyable combat interethnique. L'OTAN veut détruire l'économie et l'armée serbe, entraîner les terroristes albanais, les armer, en faire une armée. Prendre le Kosovo aux Serbes. Les Serbes l'ont compris. Les Albanais ont compris que ces bombes viennent d'Allah qui leur donnera le Kosovo. Pour eux, le bruit des avions de l'OTAN est la voix des anges. Quand les agresseurs ont commencé, les terroristes ont ouvertement appelé tous les Albanais à tuer tous les Serbes quels qu'ils soient. Malgré tout, tous les Serbes qui ont commis des crimes contre les Albanais doivent être poursuivis. Mais j'aimerais demander aux généraux de l'OTAN « quelle est la différence entre les atrocités supposées des Serbes contre les Albanais au Kosovo et celles de l'OTAN contre les innocents serbes ? » Si l'OTAN tue une petite fille de trois ans ce ne serait pas un crime ? C'est ça la démocratie ? Non. Tous les fauteurs de crimes sur des civils doivent être punis, les Serbes, les Albanais, les généraux et les soldats de l'OTAN.

Publié dans *L'Humanité* daté du 12-13 juin 1999

Entretien avec

Paul Watson

Correspondant du
Los Angeles Times

Pristina, 7 mai 1999

Vous êtes le seul journaliste occidental qui a pu couvrir les événements du Kosovo. Avez-vous pu travailler librement ?

J'ai certainement pu travailler librement car, bien qu'étant là depuis le début des bombardements, je n'ai jamais été flanqué d'une escorte militaire. On m'a fait accompagner une ou deux fois par des policiers mais c'était plus pour me guider à certains endroits que pour contrôler mon travail. Pas un mot de ce que j'ai écrit n'a été censuré ou contrôlé avant d'être envoyé à mon journal, à Los Angeles. On n'a pas fait pression sur moi alors que l'on a bel et bien tenté d'influencer les journalistes restés à Belgrade. Pourquoi ? Parce que, comme j'étais le seul à me trouver au Kosovo, on ne faisait guère attention à moi. On ne se souciait pas de ma sécurité.

Comment avez-vous réussi à rester en dépit du chaos provoqué par les premiers bombardements ?

J'étais au Kosovo depuis plusieurs semaines déjà lorsque les frappes ont commencé, car ce territoire fait partie de la zone que je couvre. Je faisais régulièrement des voyages dans la région. J'étais là quand les bombardements ont débuté dans la nuit du 24 mars. Des journalistes ont alors été arrêtés par la police. Le lendemain, tous ont été expulsés, excepté un cameraman espagnol et un reporter turc.

Je suis parti et ma voiture a été saisie par des policiers en uniforme. J'ai utilisé une seconde voiture — une Land Rover blindée — et je me suis glissé dans un convoi de journalistes qui faisait route vers la Macédoine. Je suis arrivé dans la nuit du 25 ; le matin du 26, Belgrade annonçait que les journalistes pouvaient revenir. J'ai appelé mon journal et j'ai demandé si l'on m'autorisait à retourner au Kosovo, quitte à prendre le risque de me faire voler ma voiture. Ils ont accepté. Je me suis présenté au poste-frontière. J'ai sorti mon passeport en expliquant que je voulais retourner à Pristina. Au bout de quarante minutes, ils m'ont laissé passer après avoir téléphoné à je ne sais trop qui. J'ai alors pris la direction de Pristina et franchi divers postes de contrôle militaires. À chaque fois, on me traitait « d'agresseur de l'OTAN », le tout assorti de vagues menaces verbales et de menus larcins. Arrivé à Pristina, le personnel de l'hôtel m'a dit que je ne pouvais pas rester. Pour finir, après un nouveau coup de téléphone, les autorités ont réalisé que c'était, pour elles, plutôt une bonne chose de disposer d'un observateur occidental objectif pour confirmer les effets des bombardements sur la population.

Avez-vous été témoin du nettoyage ethnique — viols collectifs, massacres, etc. ?

D'après ce que les gens m'ont dit et ce que j'ai pu constater moi-même, il est clair que beaucoup de Kosovars d'origine albanaise ont été obligés de partir de chez eux par des policiers, des paramilitaires ou un mélange des deux. Par contre, je n'ai pas de preuves de meurtres ou de viols, ce qui ne signifie pas que cela ne s'est pas produit. Il est important de s'entendre sur le sens de l'expression « nettoyage ethnique ». Les hommes politiques l'utilisent volontiers. Selon moi, il y a « nettoyage ethnique » lorsqu'il existe une volonté délibérée de chasser définitivement les gens de chez eux. Or, je crois qu'au contraire les autorités yougoslaves souhaitent plutôt que les gens rentrent, le moment venu, chez eux. Ç'a été dit officiellement, et l'on peut constater à Pristina que la police protège désormais les Kosovars d'origine albanaise. Les policiers veillent même à l'ouverture des boulangeries pour que la population puisse manger. En fait, la situation n'est pas aussi tranchée que les dirigeants de l'OTAN se plaisent à le répéter. En bombardant, on a ajouté la guerre aérienne à la guerre civile, et les autorités yougoslaves ont estimé qu'il y avait un intérêt stratégique à se débarrasser de la plus grande partie de la population ; combattre l'OTAN en priorité puis s'occuper du reste. On peut estimer qu'un tel comportement constitue un « crime contre l'humanité » ou une violation des lois internationales. Je ne suis pas compétent pour trancher mais les politiciens occidentaux devraient être honnêtes dans leur évaluation de la situation et reconnaître qu'ils ont quelques responsabilités dans la présente situation. Les expulsions ne sont devenues massives qu'après le début des bombardements de l'OTAN. Avant, des villages étaient vidés lorsqu'une offensive militaire était en cours, mais tout cela n'avait rien à voir avec la présente catastrophe humanitaire.

Comment expliquez-vous cet exode massif ?

Des gens m'ont dit qu'ils avaient été chassés de chez eux, et je n'ai aucune raison de douter de leurs témoignages. D'autres ont invoqué un faisceau de raisons : la violence des Serbes, bien sûr, mais aussi les bombes de l'OTAN. Des réfugiés sont aussi partis de leur propre chef à cause

de la situation chaotique et il est, pour l'instant, impossible d'évaluer quantitativement chacun de ces groupes. Il n'est, par contre, pas difficile de comprendre pourquoi une guerre civile, aggravée par des bombardements, débouche sur le chaos. En se lançant dans une offensive aérienne sans songer aux moyens de protéger la population au sol, l'OTAN a contribué à cette situation…

Du côté occidental, on ne parle pas de guerre civile mais de répression étatique contre une population…

Je parle de guerre civile car autant l'OTAN que Belgrade jugent que le Kosovo doit continuer à faire partie de la Yougoslavie. À l'inverse, l'UCK exige l'indépendance complète du territoire. La majorité des Albanais approuvant la lutte armée, il s'agit bien de la guerre d'un groupe ethnique pour obtenir la sécession d'un territoire.

L'absence au Kosovo de journalistes indépendants a, selon vous, quelles conséquences ?

Quand les démocraties mènent une guerre au nom de leurs peuples, que les contribuables financent l'effort de guerre, il est fondamental qu'il y ait, sur place, des témoins indépendants pour raconter ce qui se passe vraiment. Quand je regarde le briefing donné à Bruxelles par le porte-parole de l'OTAN, je suis furieux de le voir avancer des excuses ou des affirmations qui ne sont pas fondées dans la réalité. Les guerres « postmodernes » se baptisent « interventions humanitaires ». Elles font tout pour conserver la suprématie morale. L'OTAN prétend donc être une machine à tuer parfaite qui épargne les civils. À moins de penser que la guerre est, par définition, immorale… Des avions de l'OTAN ont ainsi bombardé des réfugiés serbes de la Krajina. On a trouvé là-bas plus de 40 bombes de différents calibres, mais l'OTAN a néanmoins affirmé que ses avions n'opéraient pas dans le secteur. Chacun savait, pourtant, qu'ils survolaient la région 24 heures sur 24. C'est dire que le bombardement de l'ambassade de Chine ne me surprend nullement car, ici, j'ai vu des erreurs tout aussi dramatiques. L'absence de témoins ayant un œil critique, au Kosovo même, fait que de plus en plus d'erreurs de ce genre seront commises et que la situation n'en sera que plus inextricable.

Faut-il employer le terme de génocide au Kosovo ?

J'ai assisté, pendant plusieurs semaines, au génocide au Rwanda. On voyait des corps partout. Le pays était recouvert de chair humaine en putréfaction ! Je n'ai rien vu de tel au Kosovo. J'ai vu, par contre, des dizaines de milliers de civils quitter Pristina sous la garde de soldats. Ces gens avaient été victimes d'exactions, mais ils ont pu monter dans des trains sous la protection de gardes armés. Si les autorités avaient voulu perpétrer un génocide, c'était là une façon d'agir plutôt illogique. Rien ne les empêchait d'opérer des rafles puis de se livrer à des exécutions massives. Encore une fois, je n'ai pas une vue d'ensemble de ce qui passe ici mais les observateurs qui ne se trouvent pas au Kosovo sont encore moins bien renseignés. Il faudra enquêter. Si on a la preuve de liquidations massives ordonnées par le gouvernement, on pourra, alors, prononcer le mot de « génocide ». Pour l'instant, on peut juste parler d'atrocités perpétrées par certains éléments à la faveur du chaos. Des atrocités de ce genre ont été commises par les soldats américains au Vietnam et l'on ne parlait pas, alors, de génocide. Le lieutenant Cale, responsable du massacre de My Lai, a même été amnistié par un président, et aujourd'hui il gère, paraît-il, une bijouterie…

Publié dans *Marianne*, daté du 17 mai 1999

Entretien avec

Alexander Mitic

Correspondant de l'Agence France Presse à Pristina

Pristina, 7 mai 1999

Un correspondant de l'A.F.P. installé à Pristina, on n'en parle pas beaucoup chez nous. Qui êtes-vous, Aleksander Mitic, et comment avez-vous atterri ici ?

J'ai 25 ans, je fais partie du bureau de Belgrade. J'ai commencé à travailler à l'A.F.P. en janvier et aussitôt j'ai été envoyé à Pristina pour couvrir le Kosovo. J'ai fait mes études en Yougoslavie, Tunisie, Belgique, USA. J'ai terminé mes études de Journaliste au Canada, à Ottawa., et fini une maîtrise en analyse de conflits en 1997.

Que vous soyez d'origine serbe n'entache-t-il pas l'objectivité de vos informations ?

J'essaie encore plus que les autres d'être le plus objectif possible, pour cela même. Sans oublier qui je suis, je tiens pour essentiel le professionnalisme. Je suis d'abord et essentiellement journaliste.

Et pourquoi les autorités serbes n'autorisent-elles pas les journalistes à venir au Kosovo, sinon à titre exceptionnel ?

Quand les bombardements ont commencé, les journalistes des pays dits agresseurs ont dû quitter Pristina et le pays. Moi, je leur ai dit que j'arrêterai peut-être de travailler pour l'A.F.P. mais que je n'allais pas quitter mon pays. Je suis donc resté seul avec quelques collègues grecs, un correspondant du *Los Angeles Times* et une journaliste turque. Je me suis dit qu'à la longue, s'ils ne me considéraient pas comme un espion, je pourrai rester. Et c'est ce qui s'est passé.

Est-ce que vous avez le sentiment d'une presse internationale objective ?

Pas du tout hélas, même si je fais partie de cette presse internationale en ce moment. J'ai fait ma thèse d'étudiant sur l'influence des médias dans les conflits en ex-Yougoslavie. Je connaissais très bien ce sujet d'une manière académique et maintenant je le vois se dérouler devant moi. En fait, il y a une machine de propagande anti-serbe très puissante.

Vous pouvez citer des allégations sans fondement ?

Elles étaient là dès avant le conflit. Par exemple, les différents chiffres sur la population au Kosovo, sur la structure de la population. On dit toujours qu'il y a environ 90 % d'albanais ici, ce qui ne correspond pas au chiffre réel. On parlait toujours des victimes albanaises du conflit mais très rarement des victimes serbes. On ne parlait pas du nettoyage ethnique contre les Serbes, qui s'est déroulé avant les bombardements. Par exemple dans la région de Podejevo en décembre de l'année passée.

Que s'est-il passé là ?

Aux termes de l'accord Holbrook-Milosevic, la police serbe et une bonne partie de l'armée se sont retirées vers la Serbie centrale. Et au lieu d'empêcher les gens de l'UCK de revenir sur leurs positions, l'OSCE les a laissés prendre la route Pristina-Podejevo et a coupé la voie d'accès à la Serbie. L'UCK en a profité pour « nettoyer » les Serbes au sud et au nord de Podejevo. Ils ont tué au moins une vingtaine de Serbes, et beaucoup de Serbes ont fui. C'est ce qui a provoqué l'offensive serbe de décembre, pour récupérer cette route stratégique et repousser l'UCK.

Vous étiez là ?

Oui, cela a commencé avant Noël et a continué pendant 2 ou 3 jours. Je me le rappelle parce que je voyageais sur cette route. Notre bus s'est arrêté et on a attendu pendant 7 ou 8 heures que les combats s'arrêtent. L'UCK a bombardé la route. Et on a eu peur qu'ils tirent sur le bus. La presse internationale a seulement dit que l'armée et la police n'avaient pas respecté l'accord avec Milosevic alors que c'est l'UCK qui a utilisé cet accord pour se regrouper et l'OSCE a laissé l'UCK faire ce qu'ils voulaient. L'Armée et la police qui respectaient l'accord jusqu'à fin décembre se sont retrouvées sous la pression des Serbes d'ici qui se sont sentis encore une fois opprimés par l'UCK. Aucune route n'était tranquille pour les Serbes. C'est eux qui ont demandé l'action des forces armées.

Tout a commencé semble-t-il, par le massacre de Dradcak, dont on peut dire qu'il est à l'origine de cette escalade. Il est donc important de savoir de quoi il s'agit. Avez-vous enquêté sur cela ?

Personnellement, je ne suis jamais allé à Dradcak. Les journalistes d'origine serbe n'ont pas été autorisés à y aller. Le village était sous le contrôle de l'UCK. Je suis arrivé à Pristina le 15 janvier 1999 dans l'après-midi, au moment où on venait d'apprendre qu'il y avait eu une opération de police dans le village de Dradcak où il a eu 23 cadavres. Le lendemain, on m'a dit que William Walker, le général américain qui commande la mission

d'observation de l'OSCE, organisait une visite pour les journalistes, et spécialement les gens de télévision. Il voulait leur montrer des vieillards massacrés par la force militaire serbe, et a aussitôt appelé les plus hautes instances de la communauté internationale à s'engager dans les affaires du Kosovo. Lors de la conférence de presse à 6 heures du soir, j'ai senti l'odeur de la poudre. Il y avait beaucoup de contradictions, d'incohérence dans les récits mais l'américain était très déterminé et très pressé. Il n'y a eu aucune preuve que ces gens aient été tués à bout portant et qu'ils n'étaient pas des combattants. C'est ça qu'a toujours dit la police serbe mais cela n'intéressait personne. Vous savez, les membres de l'UCK sont très souvent en civil. Ils tirent sur la police et quand la police intervient ils disent que ce n'est pas eux. C'est une tactique de camouflage. Mais dans cette opération, cela n'a pas marché. Certainement, cette fois-là des innocents ont été tués au cours du combat. Un jour, la lumière se fera sur cette manipulation. Il y aurait tant à dire sur l'enquête qui a été faite après. Mais un grand nombre de morts à Dradcak était des membres de l'UCK.

Vous travaillez en rapport avec le Média center de Pristina. N'est-ce pas un lieu de propagande serbe ? Vous avez des autorisations des lignes téléphoniques que personne d'autre n'a.

Le Média center n'est pas sous le contrôle de l'État mais est incontestablement du côté serbe. Les informations qu'il donne sont pourtant exactes. La seule chose que l'on peut lui reprocher, c'est l'interprétation. Par exemple, quand il y a une opération de la police, le Média center pourra dire que l'UCK a attaqué et la police a riposté. Alors qu'il y a eu une opération de la police sur l'UCK. Mais le nombre de victimes et le récit de ce qui c'est passé sont réels. Ce qui n'est pas très fiable pour moi, en tant que journaliste de l'A.F.P., c'est l'interprétation.

Avez-vous fait des enquêtes exactes et sérieuses sur le « nettoyage ethnique » de la région ?

Ce qui est certain, c'est qu'avant les bombardements, même s'il y a eu beaucoup de personnes déplacées, de maisons détruites au cours des combats, il n'y a eu rien qui puisse être comparable à une catastrophe humanitaire, comme on dit. Avant le 24 mars, ici on avait beaucoup de problèmes, on avait des combats entre l'UCK et la police et l'armée, qui ont fait beaucoup de réfugiés parce que l'UCK se cachait dans les villages. Ce qui très souvent entraînait des personnes à fuir après des opérations de la police et de l'armée. Mais jusqu'au 24 mars, ce nombre était – même si la situation était très dure – plutôt négligeable. Tout était contrôlé. Personne n'habitait en dehors des maisons. Ceux qui étaient déplacés de leur maison trouvaient des refuges dans d'autres maisons au Kosovo. Mais il n'y avait pas de gens qui mouraient de faim, qui dormaient à ciel ouvert, qui fuyaient vers l'Albanie ou la Macédoine. Il n'y avait pas de gens qui se faisaient tuer ou violer. Tout d'un coup, au début mars, les médias ont parlé du nettoyage ethnique de la région de Kacanic, vers la frontière macédonienne. Ils parlaient de 50, 60 000 réfugiés et que tous les villages avaient été brûlés. J'ai été sur place, j'ai vu des réfugiés, des personnes déplacées, peut-être 1 000 à 3 000 personnes. J'ai vu des maisons brûlées par les combats mais pas de villages détruits ou rasés et même les sources de l'OSCE, toujours favorable à la partie albanaise, ont confirmé cela plus tard. Ces informations étaient largement fausses. Et personne n'a dit pourquoi tout cela est arrivé. Moi, je le savais parce qu'une source militaire d'ici m'avait prévenu quelques jours auparavant qu'il y avait un groupe de l'UCK qui se dirigeait vers la région de Kacanic afin de s'infiltrer dans cette région pour essayer d'enrôler cette région qui n'était pas pro UCK et d'établir une sorte de tampon pour les forces de l'OTAN qui se trouvaient près de la frontière macédonienne. Ils ont essayé. J'ai appris le 1er et 2 mars qu'il y avait un groupe de 200 membres de l'UCK qui s'étaient infiltrés dans cette région. L'Armée et la police ont agi pour prévenir cela, ce qui aurait déstabilisé tout le Kosovo. Car dans l'est du Kosovo, vous n'avez pas d'UCK organisé.

Elles ont pratiquement éliminé cette force combattante, ce qui a entraîné des personnes déplacées, pour la plupart des femmes et des enfants, qui ont évidemment donné aux médias une image saisissante, mais mal interprétée. Car ils sont partis sur l'ordre de l'UCK. Il s'infiltrait dans le village et donnait l'ordre que chaque homme quitte le village de 16 à 65 ans, ou alors ils seraient tués, à moins qu'ils se joignent à l'UCK. Ce qui est arrivé. Les femmes, les vieillards et les enfants ont quitté le village pour se mettre à l'abri. On dit partout, après cela, que les albanais sont opprimés et que les méchants serbes voulaient une épuration ethnique, alors qu'il s'agissait seulement d'un combat contre des séparatistes qui ont une stratégie, peut-être valable en soi mais c'est une stratégie.

Il y a aujourd'hui entre 600 000 et 700 000 réfugiés à la frontière du Kosovo ? Comment expliquez-vous ce phénomène proprement stupéfiant ? Comment réagissez-vous au terme de nettoyage ethnique ?

Je n'ai jamais cru à la version officielle ni des uns ni des autres. Des militaires serbes m'ont dit ici à la mi-mars

que dès que l'OTAN lancerait sa première bombe, l'UCK en prendrait plein la gueule. Parce que c'est l'UCK qui a demandé cette intervention étrangère. L'Armée yougoslave ne peut pas combattre l'OTAN, mais elle peut combattre « l'ennemi interne » et le vaincre, et c'est ce qui s'est passé. Dès le 24, 25, 26 et 27 mars, ici, dès les premiers bombardements de la ville, l'UCK a lancé son offensive. Ils tiraient sur les policiers et sur l'armée. Le fait est que l'UCK est devenu comme une force terrestre de l'OTAN, ou l'OTAN la force aérienne de l'UCK. Les deux peuvent se dire.

En tout cas, l'armée se préparait pour cette guerre depuis longtemps. Ils ont dispersé leurs forces partout dans la province, bien cachés. Et dans les deux semaines précédant le début des bombardements, ils ont repris pratiquement toutes les routes principales au Kosovo. Alors, dès que les bombardements ont commencé, il y a eu des opérations de la police dans les endroits où il y avait de la guérilla, ce qui a entraîné un exode très impressionnant. Les expulsions des Albanais ont un lien très étroit avec le degré d'implantation de l'UCK. Les plus grandes expulsions viennent de la région de la Drenija, Malesovo, Dracovic, Pech. À l'est du Kosovo, où il y peu d'UCK, certaines personnes sont parties mais beaucoup moins qu'ailleurs. Même chose pour Pristina. Les quartiers qui ont été vidés sont ceux de l'UCK. Deux semaines avant les bombardements, le commandant Rémi disait dans la presse qu'il y avait environ 6 000 combattants de l'UCK dans la région de Pristina, qui n'attendaient que le début des bombardements pour commencer leur action. Le fait est qu'il y avait beaucoup de snipers. Moi, je me suis fait souvent tiré dessus.

Et le spectacle de ces magasins dévastés, aux vitres brisées ? On a l'impression d'un pogrom qui a eu lieu dans ces quartiers à majorité albanaise.

Dés les premières nuits des bombardements, je croyais que tout serait pilonné, rasé. On s'attendait au pire. Mais cela ne s'est pas passé comme ça. Les trois ou quatre premiers jours, il y a eu des pillages des magasins albanais dans le centre de la ville. Beaucoup étaient des actes de représailles. Les gens étaient furieux des bombardements. C'est la raison pour laquelle ces magasins ont été brûlés. Mais ceux qui sont sur la rue principale ont été touchés par les bombardements. Par exemple, le quartier turc. J'ai vu sous ma fenêtre des petits gitans avec des barres de fer faire éclater les vitres et voler un tas de chaussures. J'ai appelé la police. Elle en a attrapé quelques-uns mais la plupart se sont enfuis. C'est un exemple. Je l'ai vu de mes yeux. Il y a toujours des gens qui profitent d'une situation de chaos. Beaucoup sont allés en représailles dans les magasins albanais pour se servir en nourriture. Les premiers dix jours, il y a eu beaucoup de problèmes d'alimentation. Il y avait très peu à manger.

Que dites-vous devant les images aériennes de charniers présentées par l'OTAN ? Les récits de massacres, tueries, viols…

Je suis passé partout au Kosovo, et j'ai vu beaucoup de maisons détruites. J'ai vu beaucoup de réfugiés, mais je n'ai vu aucun site portant les marques de massacre organisé.

Les Albanais avaient peut-être peur de vous en parler ? Après tout, vous êtes serbe.

Peut-être ne suis-je pas la meilleure source pour dire ce que les Albanais pensent. Mais, je suis une bonne source pour voir ce qui s'est passé ici. S'il y avait tellement de massacres, je crois que j'en aurais vu des traces. Je suis allé dans toutes les villes au Kosovo. Je n'ai pas vu de traces de massacres à grande échelle. Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu de tueries mais moi je n'en ai pas vu, et je ne peux le vérifier. La plupart des victimes que j'ai vues, personnellement, sont des victimes des bombardements.

Est-ce qu'il y a encore des Albanais à Pristina

Beaucoup. Dans l'après-midi, ils ne se promènent pas. Ils ont peur des bombardements et des représailles. Ce qui est normal. D'un autre côté, il n'y a pas grand-chose à faire en ville quand les magasins ferment à 2 heures de l'après-midi.

La ville est morte après six heures du soir.

Oui, car les bombardements commencent. Le premier mois on n'a pas eu d'électricité après 6 heures, pour des raisons stratégiques. Et les gens ont pris l'habitude de rester chez eux. Il y a beaucoup de dangers. Les Albanais ont peur de la police, et les Serbes de l'UCK. La peur est partout, des deux côtés.

Impressions yougoslaves

Paris, 10 mai 1999

Frontière de la Macédoine. Côté serbe, policiers et douaniers un peu dépenaillés, vareuse ouverte, col poussiéreux, nonchalants. Plus loin, des soldats avec des paysans posent des mines dans les champs, signalées par des piquets. Premiers kilomètres : un gymkhana entre des chicanes de béton antichars sur la chaussée. Ensuite, barrages. Méfiance, fouille, inspection des visas.

Sur la route nationale, les ponts détruits donnent l'occasion de détours quasiment bucoliques sur des chemins de terre zigzaguant dans la verdure. Tracteurs arrêtés. Des chevaux de labour tirent la charrue.

Avec ses stations-service, distributeur de Coca-Cola et glissières un peu rouillées, l'autoroute qui remonte de Nis à Belgrade ressemble à toutes les autoroutes françaises. Des colporteurs mal fagotés agitent des bidons d'essence. Rationnement, marché noir.
Les bombes à graphite lancées la veille à Belgrade sur les centrales électriques ayant coupé l'électricité dans l'ensemble du pays, les pompes à essence sur l'autoroute sont approvisionnées, rutilantes, mais en panne.

Belgrade de loin : une cuvette d'HLM à perte de vue. En s'approchant, un plan emblématique, récapitulatif (qui donne envie d'être cinéaste) : une immense réclame de Coca-Cola devant un dôme de coupole orthodoxe. Ville silencieuse, éteinte, au sens propre. Les trams arrêtés au milieu des rues. Les grues aussi. Piétons pressés. On ne discerne pas les destructions au premier coup d'œil. À l'hôtel Intercontinental, beaucoup de journalistes italiens… sympathiques, ouverts. Des humanitaires grecs, vareuse blanche à croix rouge, dans le hall. Plus de lumière. Les ordinateurs en panne. Arrive un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères. Il me propose courtoisement des rencontres avec ministres et président. Je décline, et demande : non, opposition démocratique et Kosovo. Réponse : premier point, aucun problème, vous êtes libre. Deuxième, très difficile, impossible, sécurité, etc. « Alors, cher monsieur, j'en tirerai les conclusions. Quand on cache quelque chose… »

Deux heures après, je me retrouve chez Vuk Draskovic, l'homme de la rupture, qui a fait rêver nos chanceliers, un court moment. Sa thèse je n'ai pas récusé la grande Serbie pour accepter la grande Albanie.

À Belgrade, avec qui que ce soit, quand on parle de la scandaleuse déportation des Albanais du Kosovo, on s'entend répondre : « Et nous, vous croyez qu'on ne s'est pas fait chasser de Croatie et d'ailleurs ? Les 400 000 déportés de la Krajina, ça ne vous intéresse pas ? » Lancinant déni de réalité. Comme si un crime pouvait en absoudre un autre.

Belgrade, Novi Sad, Pristina : les ululements de sirènes annonçant les avions et missiles n'émeuvent plus grand monde. Les gens continuent de marcher dans la rue, de deviser entre eux, comme si de rien n'était. Sans regarder en l'air. Les frappes se font de plus en plus folles (« optimisées et diversifiées », ai-je lu dans un journal parisien), et les abris souterrains font de moins en moins recette. Première raison : un certain nombre d'alarmes ne sont pas suivies de bombardements effectifs. Et une seconde : on se fait à tout. Il y a la lassitude (rien aperçu, à Belgrade, des fameux concerts rock de midi ni des chaînes humaines sur les ponts, à mi-nuit). Et il y a l'accoutumance. L'une dans l'autre, peut-être ?

Novi Sad, au nord-ouest de Belgrade. Ici, cela sent ostensiblement la guerre. Le Danube fait ici une centaine de mètres. De l'autre côté, la Voivodine : un front d'immeubles modernes. Les ponts, il y en a quatre, sont bel et bien cassés, tous tabliers métalliques plongent dans l'eau. Un bac bondé fait un aller-retour de berge à berge, poussé par de petites péniches militaires. Les gens font la queue sagement sur l'embarcadère, comme pour l'autobus. Une nouvelle routine, pas de bousculades. Ils vont et viennent entre leur bureau et leur maison. Je prends une photo de la barge et des rives, avec mon minuscule Canon. Un civil me voit et prévient aussitôt les policiers en faction.

Attroupement. Questions.

Discussion Conduite au poste, etc. Je suis ressortissant d'un « pays agresseur ». Tant qu'on a affaire aux forces régulières, rien d'insurmontable. Les contrôles bureaucratiques se doublent des difficultés de communication… Pas vu ici, en tout cas, de « paramilitaires ».

Novi Sad et Belgrade, aux dernières élections, ont voté contre Milosevic. Elles se retrouvent en villes cibles.

Entendu à Belgrade : « Notre passé est sinistre. Notre présent est insupportable. Heureusement que nous n'avons pas d'avenir. » Cioran pas loin.

Visite à Pancevo. La raffinerie brûle encore. Les usines autour également. On se promène en ville avec une insouciance affichée. Les faire-part de décès sont collés aux troncs d'arbres, dans les squares.

Après deux jours de forcing et de coups de gueule, je décide de rentrer sur-le-champ à Paris. Le lendemain, au petit matin, on m'annonce que l'autorisation m'est finalement accordée. M. Popovic, directeur d'Europe, ancien diplomate à Paris, prend la tête du convoi. Je sens chez lui une curiosité sourde, inquiète pour ce qu'il va découvrir. À Pristina, il s'éclipsera discrètement pour rentrer à Belgrade.

À Nis, on tourne à gauche. Prokuplje, Rudare, Raca. Ce que j'aperçois ensuite, sous une pluie battante, me glace : route déserte, maisons brûlées, villages lunaires. Terrible. Les journalistes installés à Pristina m'expliqueront ensuite : « C'est là où les combats avec 1'UCK ont été le plus durs. Toute la zone est sinistrée. » Oui… Evacuée aussi.

Pristina, les galeries marchandes albanaises. Boutiques abandonnées, étalages dévalisés, vitrines cassées, grilles tordues. Supermarchés, casino, magasins de sport, de chaussures, parfumeries, agences de voyages. Cela serre la gorge. Sensation, intuition qu'un pogrom est passé par là. J'interroge Aleksander Mitic, le correspondant AFP. Il évoque le pillage, les casseurs et les voyous déchaînés, profitant du chaos des premiers jours de bombardements. « Rien d'idéologique, de raciste ? » Réponse : « Les gens avaient faim. Ils ont encore faim. L'aide humanitaire grecque vient seulement d'arriver. Maintenant, dans ces quartiers, la police – quatre, cinq hommes en uniforme – stationne aux carrefours. »

Il me fait observer, et c'est un fait, que des boutiques serbes ont également été détruites et pillées. En moins grand nombre, tout de même. Et que les magasins du centre ville aussi ont eu les vitres brisées – mais par le souffle de bombes. Difficile, chaque fois (et cela vaut aussi pour les villages dévastés alentour), de faire la part des destructions dues aux échanges de feu UCK-Serbe aux représailles Après coup, aux bombes OTAN, au « nettoyage ethnique ».

Liplan, non loin de Pristina. Une maison a été pulvérisée par un missile (il paraîtrait que les pilotes sont autorisés, de retour de mission dans le nord, à larguer leurs bombes au-dessous du 44e parallèle zone de *free fire*). Tous les hommes du village s'affairent à dégager les décombres, entourant les survivants, quatre victimes. Les villageois regardent sans haine. « L'avion n'était pas américain », m'assure l'un d'eux. Les enfants jouent au milieu des ruines.

Même scène, le lendemain, à Prit zen dans la rue d'un quartier gitan. Dans le quartier turc de Pristina. Il y a plusieurs minorités nationales dans les villes, regroupées par quartiers.

À Pristina, la poste fut l'un des premiers bâtiments bombardés. Très difficile de téléphoner. L'hôtel a une seule ligne, qui ne marche plus. Les réseaux de mobiles ont été coupés, cette fois, par les autorités militaires pour éviter, me dit-on, les contacts en direct entre les commandos UCK et l'US Air Force. Reste le téléphone par satellite, aléatoire mais fiable. Aleksander Mitic ne se sépare pas de ce bijou miraculeux. Cela lui a permis, le 16 avril, de rapporter quasiment en direct à son bureau de Belgrade (il avait encore sous le nez les corps de fillettes carbonisées, les têtes de femmes décapitées, etc.) le bombardement par l'OTAN d'un convoi de réfugiés à Djakovieza (75 morts, 26 blessés). Prouesse des transmissions live : une heure après, la dépêche tombait au milieu d'un Conseil européen. À un journaliste qui lui demandait sa réaction à cette « bavure », Tony Blair n'eut qu'une réponse : « Knowing the Serbs, it must be them. » Quand le Premier ministre de Sa Majesté fit part de sa conviction devant un parterre de journalistes européens, les avions passaient encore au-dessus de la tête d'un autre jeune journaliste sur le terrain, hurlant dans son combiné, d'un coin perdu du bout du monde. À l'ère des satellites, on ne saurait trop recommander la prudence aux hommes de certitudes.

Dans les champs, un peu partout, des vaches gonflées, rigides, pattes en l'air. Plus personne pour les traire : elles en sont mortes. Des troupeaux de chevaux galopent au loin en liberté. Et, à travers champs, entre les maisons désertes, des meutes de chiens, abandonnés par les Albanais derrière eux, retournant à l'état sauvage. On les voit fourrager dans le cadavre des bêtes qu'ils disputent aux corbeaux.

À 6 heures du soir, Pristina se vide. Que faire ? Retour au Grand Hôtel et, en attendant les « frappes », joli euphémisme, on s'attable et on boit. Bière et slivovitz. Les

convives serbes, après deux verres d'alcool de prune, défoulent l'anxiété, et commence la litanie des ressentiments : ils nous ont pris nos terres. Les jours de marché, ils bloquent les entrées de la ville, on ne peut même plus passer. Au village, ils nous rendent la vie impossible, et ensuite ils nous rachètent nos maisons à bas prix. Ils ne payaient pas dans les autobus. Ils ne font pas leur service militaire. Ils ont des milliers de marks en poche. Ils roulent en Mercedes. Ils contrôlent tout le commerce. Et surtout – leitmotiv – ils font 10, 15, 20 enfants – on ne peut pas rivaliser. On n'était plus chez nous ici. « Et tu sais quoi ? Les infirmières, à la maternité, elles brisaient le bassin des petites filles serbes, et elles coupaient les couilles des garçons… –Vous n'exagérez pas un peu ? – Ah ! là, là ! tu ne pourras jamais savoir ce qu'on a enduré ici… » Le fantastique ordinaire des situations coloniales ? Propos de petits Blancs… C'est renversant. Ces dominateurs revendiquent en dominés. Nous, les pauvres ; eux, les riches. La revanche des gueux. Je reste perplexe : rien n'est « raccord ».

J'ai dans ma poche le saisissant entretien d'Ibrahim Rugova [1]. Il va de soi, à mes yeux, que l'oppresseur, ici, est serbe, et l'opprimé, albanais. Je garde en tête, huit jours plus tôt, dans les camps de Stankovac, Neprosteno, Blace, l'image de pauvres gens hagards, avec des têtes et des mains de paysans. Quand nous écoutions, Bernard Guetta et moi, stupéfaits, horrifiés, ce qu'ils avaient subi. Il y avait parmi, autour d'eux, c'est vrai, des « bourgeois » – très instruits et occidentalisés : médecins, interprètes, pharmaciens… diserts et affables. Et voici que se profile, à la place de Kosovars parias, la silhouette de Libanais prolifiques, d'Arméniens conquérants, régnant sur une minorité en peau de chagrin de traîne-misère, de bouseux aux abois agrippés à leur lopin. Stéréotype d'inversion dont l'extrémisme fait toujours son miel. Champ, contrechamp. Faites venir un sociologue, un historien, un spécialiste. Pour moi, ces deux séquences sont « immontrables » me dis-je, en sirotant ma bière chaude. En clair, mes idées se brouillent. Je comprends seulement que je n'y comprends plus rien.

Au Kosovo, la peur est partout. Pas seulement chez les Albanais. La spirale résistance armée/représailles/contre-représailles : vieille histoire. On me disait à Belgrade : « Nous ne pouvons pas vous laisser aller là-bas, car nous ne sommes pas en mesure d'assurer votre sécurité. » Cela me semblait idiot, voire franchement ! Suspect. Genre : « N'allez pas voir de l'autre côté de la rue, vous allez vous faire écraser par une voiture. » Les bombes, c'est une loterie où on joue gagnant à 1 million contre 1. En réalité, ce dont on ne parle pas à Belgrade, c'est l'insécurité de l'intérieur. Les *snipers* de l'UCK (Pristina, chaque nuit, des coups de feu). Le lendemain de mon arrivée, la télé grecque retrouvait, le matin, sa Jeep devant l'hôtel, avec ses quatre pneus lacérés.

Le plus incertain : les routes dans les zones jusqu'à récemment contrôlées par l'UCK. Entre Prizren et Pec, le long de la frontière albanaise, la route était, à la fin 1998, interdite aux Serbes : il fallait un laissez-passer délivré par le haut commandement albanais. Aujourd'hui même, les deux jeunes policiers en civil qui ont pris place dans la voiture, exceptionnellement, pour nous ouvrir le chemin, vont à une allure folle. Je leur demande de ralentir, de s'arrêter ici et là. Ils obtempèrent en rechignant. Je rentre dans les cimetières en bordure, où s'alignent les tombes albanaises, émouvantes, de style rococo. Ils posent alors leur pistolet, armé, sur leurs genoux. « On préfère se mettre une balle dans la tête plutôt que de tomber vivants entre leurs mains. Vous, vous êtes français. Pas de problème. Mais nous » Le copain de ne pas de l'un d'eux, prétendra-t-il ensuite, a été kidnappé par l'UCK (ils disent « les terroristes », je traduis « les résistants ») l'an dernier, conduit dans une maison, et découpé à la scie électrique – ses kidnappeurs ayant téléphoné à sa femme pour qu'elle entende ses hurlements en direct. Fantasme, calomnie, réalité ? Je brûle de lui demander : « Et votre copain, qu'avait-il fait dans le même genre ? » Ambiance. La peur, encore la peur. De l'autre côté, elle doit être pire.

Le matin, peu avant Prizren, au bord de l'Albanie, le monastère de Saint-Archange, sur un col montagneux noyé dans les brumes, au milieu des bois. Il vient d'être restauré, à côté des ruines de l'ancienne capitale du roi Dusan (couronné en 1331). On s'invite dans le réfectoire, où une dizaine de moines en noir avalent leur soupe en silence, pendant qu'un autre lit à voix haute l'Evangile. Après quoi le père Higoumène Stéphan, lunettes fines, toque et barbe noires, plus jeune qu'il n'en a l'air nous fait servir la rituelle confiture de cerises avec un verre d'eau, et rejoint notre table.

Il s'est fait canarder la veille, en voiture, par des snipers à la sortie de Stimjle. Je m'attends à un prêche enflammé. Il parle des Albanais musulmans (car il en est aussi de catholiques) sans animosité aucune. « Ne vous méprenez pas. Ici, ce n'est pas une guerre de religion entre islam et chrétienté. Savez-vous que l'armée a ordre de ne pas riposter sur les mosquées en cas d'attaque ? » Partout dans la campagne, on voit s'élever, au-dessus

des toits rouges, un fin minaret blanc. Les mosquées, de fait, semblent intactes. « Et les crimes contre l'humanité ? » Il continue, fataliste. « Il y a eu des crimes individuels. C'est inexcusable. Mais nous avons beaucoup souffert, nous aussi, en d'autres temps. En 1880, il y avait 150 000 Serbes à Prizren (on le sait d'après les documents turcs). Il en restait 12 000 en 1995. » « C'est pour rétablir l'équilibre, mon père, qu'on chasse les Albanais des environs ? » « Les enfants serbes aussi fuient les bombes, vers la Serbie centrale », me répond-il, sans se démonter, d'un air triste. Ce saint homme, en tout cas, n'a pas parlé de guerre sainte. Est-ce qu'il se sait minoritaire dans cette zone ? Curieusement, le ton « croisade de l'orthodoxie contre l'Ottoman », je l'ai plutôt entendu chez certains idéologues de Belgrade. Avec ceux-là, comme de juste, la note est suraiguë, stridente. Oui, il y en a, en Yougoslavie, des nationalistes bouchés à l'émeri, paranoïaques, asphyxiés de mémoire historique (bonne pâture pour notre extrême droite). Dialogue inutile ? Et, à côté, des patriotes, démocrates, tolérants, et plutôt internationalistes (notre gauche, la mienne, s'y retrouve). Dialogue possible. Des fermés et des ouverts. Comme partout.

Dans l'ouest du Kosovo, Pec, siège du trône patriarcal. Fin d'après-midi, et il fait froid. Ville morte. Abandonnée. Peu de passants. Tous serbes, semble-t-il. Pristina elle-Même se vide à cette heure-là. Le patriarche orthodoxe a quitté son monastère. Des voitures civiles avec des passagers en uniforme patrouillent, tournent en rond. Nous déambulons dans les rues à peu près vides. Des ombres aux fenêtres nous regardent, sans passer la tête. On bifurque et rentre dans une rue comme incendiée tout du long. Au carrefour, des civils en armes – une dizaine, avec des uniformes dépareillés (l'un porte des bottes de chasseur en toile, étonnamment neuves) – nous ont fait signe de ne pas avancer. On passe outre. Je prends une photo, à la sauvette. Paul aussi. Les types déboulent sur nous, surexcités, nous hurlent aux oreilles, bousculent et fouillent. Cliquetis d'armes. Paul doit leur donner son rouleau, sous la menace. Gueules de voyous. Ils puent l'alcool. On montre notre sauf-conduit. Ils s'en foutent. L'un aurait eu son frère tué il y a deux jours : « Si tu laisses ces étrangers prendre des photos, c'est toi qui vas y passer », lui lance un autre. Paul me souffle à l'oreille, me montrant la rue saccagée : « Ça ne m'étonnerait pas que ce soit eux qui ont fait cela. » Les types nous encerclent. « Vous êtes serbe ? Vous êtes serbe ? Prouvez-le ! » Nous crions plus fort qu'eux. Qu'ils appellent un supérieur. Les talkies-walkies fonctionnent. Une Jeep à fanion arrive un quart d'heure après, des gradés descendent. Nos agresseurs s'éloignent en bougonnant. Je les vois de loin s'engueuler entre eux. Au terme de longues palabres, Paul récupère sa pellicule. Avec une bouteille de slivovitz pour notre accompagnateur serbe. Un vieux réserviste gêné lui en a fait cadeau, subrepticement. Pour solde de tout compte.

Cela s'appelle « un moment désagréable ». Un Albanais, je crois, ne s'en serait pas sorti. Je devine ce qu'il a pu se passer ici, il y a quelques jours. Le pire.

Il y aurait, m'a-t-on dit ensuite, pour expliquer l'incident, un site important, derrière ou bien sous ces décombres. Allez savoir. En une journée, le meilleur et le pire d'un pays.

Je dis au revoir, à Pristina, un peu penaud, à Watson et à Mitic. J'ai fait du tourisme. Eux, ils font le boulot. Et ils restent. Pourquoi ne parle-t-on pas plus de leur travail ?

Envie de conclure : toute reproduction partielle de ces notes, de ces photos, est interdite. Chaque détail est véridique – et, séparé des autres, mensonger. Prenez le tout pêle-mêle, ou rien. ET DOUTEZ.

1. *La Question du Kosovo*, entretiens avec Marie-Françoise Allain et Xavier Galmiche, Fayard, 1994. Indispensable.

Publié dans *Marianne*,
sous le titre « Choses vues au Kosovo »,
daté du 17 mai 1999

Lettre d'un voyageur au président de la République

Paris, 11 mai 1999

Retour de Macédoine, de Serbie et du Kosovo, je me dois de vous livrer une impression : j'ai peur, Monsieur le Président, que nous fassions fausse route. Vous êtes un homme de terrain. Vous ne prisez guère les intellectuels qui remplissent nos colonnes d'à-peu-près grandiloquents et péremptoires. Cela tombe bien. Moi non plus. Je m'en tiendrai donc aux faits. Chacun les siens, me direz-vous. Ceux que j'ai pu observer sur place, dans un court séjour, ne me semblent pas correspondre aux mots que vous utilisez, de loin et de bonne foi.

Une semaine en Serbie (Belgrade, Novi Sad, Nis, Vramje) du 2 au 9 mai, dont quatre jours au Kosovo, de Pristina à Prej, de Prizren à Podujevo. Ne me croyez pas partial. J'ai passé la semaine précédente en Macédoine, assisté à l'arrivée des réfugiés, écouté leurs témoignages. Ils m'ont bouleversé, comme beaucoup d'autres. J'ai voulu à tout prix aller voir « de l'autre côté » comment un tel forfait était possible. Me méfiant des voyages façon Intourist, ou des déplacements journalistiques en car, j'ai demandé aux autorités serbes à avoir mon propre traducteur, mon propre véhicule, et la possibilité d'aller et de parler à qui bon me semble.

Contrat respecté.

Important, l'interprète ? Oui. Car j'ai constaté à mon grand dam – mais comment faire autrement ? – qu'on peut en Macédoine et en Albanie s'en remettre imprudemment à des truchements locaux, qui, sympathisants ou militants de l'UCK pour la plupart, prêtent leur regard et leur réseau à l'étranger fraîchement débarqué. Couvert par tous nos médias, faute de mieux, vous m'excuserez de ne pas ajouter ici à ce volet. Les récits d'exactions sont trop nombreux pour qu'on mette en doute un fond indéniable de réalité. Certains témoignages que j'ai recueillis, vérification faite ensuite sur les lieux d'origine, se sont avérés cependant outranciers, voire inexacts. Ce qui ne change rien, bien sûr, au scandale ignominieux de cet exode.

Que nous répétez-vous ? « Nous ne faisons pas la guerre au peuple serbe mais à un dictateur, Milosevic qui, refusant toute négociation, a programmé de sang-froid le génocide des Kosovars. Nous nous limitons à détruire son appareil de répression, destruction déjà bien avancée. Et si nous continuons à frapper, malgré de regrettables erreurs de ciblage et d'involontaires dommages collatéraux, c'est que les forces serbes continuent au Kosovo leurs opérations de nettoyage ethnique ».

J'ai lieu de craindre, Monsieur le Président, que chacun de ces mots ne soit une duperie.

1) « Pas la guerre au peuple… » Ne savez-vous pas qu'au cœur du vieux Belgrade, le théâtre pour enfants Dusan Radevic jouxte la télévision, et que le missile qui a détruit celle-ci a frappé celui-là ? Trois cents écoles, partout, ont été touchées par les bombes. Les écoliers, laissés à eux-mêmes, ne vont plus en classe. Dans la campagne, il en est qui ramassent des tubes jaunes explosifs en forme de jouets (modèle CBU 87). Bombes à fragmentation, les Soviétiques en répandaient de semblables en Afghanistan. La destruction des usines a mis à pied cent mille travailleurs (avec un RMI de 230 dinars, soit 91 francs par mois). La moitié a peu près de la population est au chômage. Si vous croyez la retourner ainsi contre le régime, vous vous égarez. Malgré la lassitude et les pénuries, je n'ai pas observé de fissure dans l'union sacrée. Une jeune fille m'a dit à Pristina : « quand on tue quatre Chinois, ressortissants d'une grande puissance, le monde s'indigne, mais quatre cents Serbes, cela ne compte pas. Curieux, non » ? Je n'ai certes pas été témoin des carnages opérés par les bombardiers de l'OTAN sur les autobus, les colonnes de réfugiés, les trains, sur l'hôpital de Nis, et ailleurs. Ni des raids sur les camps de réfugiés serbes (Majino Maselje, 21 avril, 4 morts, 20 blessés). Je parle des quelque 400 000 Serbes que les Croates ont déportés de la Krajina sans micros ni caméra. Pour m'en tenir aux lieux et moments de mon séjour au Kosovo, le Général Hertz, porte-parole de l'OTAN a déclaré « nous n'avons attaqué aucun convoi, et nous n'avons jamais attaqué de civils ». Mensonge. J'ai vu dans le hameau de Lipjan, le jeudi 6 mai, une maison particulière pulvérisée par un missile : trois fillettes et deux grands-parents massacrés, sans objectif militaire à trois kilomètres à la ronde. J'ai vu le lendemain, à Prizren, dans le quartier gitan, deux autres masures civiles réduites en cendres deux heures plus tôt, avec plusieurs victimes enterrées.

2) « Le dictateur Milosevic ? ». Mes interlocuteurs de l'opposition, les seuls avec qui je me sois entretenu, m'ont rappelé aux dures réalités. Autocrate, fraudeur, manipulateur, et populiste ? M. Milosevic n'en a pas moins été élu à trois reprises (les dictateurs se font élire une fois, non deux). Il respecte la Constitution yougoslave. Pas de parti unique. Le sien est minoritaire au Parlement. Pas de prisonniers politiques, des coalitions changeantes.

Il est comme absent du paysage quotidien. On peut le critiquer sans se cacher aux terrasses de café (et on ne s'en prive pas) mais les gens ne s'en soucient guère. Aucun charisme « totalitaire » sur les esprits. L'Occident semble cent fois plus obnubilé par M. Milosevic que ses concitoyens. Parler face à lui de Munich, c'est inverser le rapport du faible au fort et supposer qu'un pays isolé et pauvre de dix millions d'habitants, qui ne convoite rien en dehors des frontières de l'ancienne Yougoslavie, puisse être comparé à l'Allemagne conquérante et suréquipée de Hitler. À trop se voiler la face, on devient aveugle.

3) « Qui a refusé de négocier ? » M. Vuk Draskovic, vice-premier ministre présent à Rambouillet, et qui a pris depuis ses distances, sursaute à ce propos. Après m'avoir assuré de sa totale solidarité avec la résistance de son pays, il m'a dit avoir accepté tous les points de principe politiques du « groupe de contact ». La délégation serbe a seulement refusé le diktat final d'une présence militaire de l'OTAN à l'intérieur d'un pays souverain, dont on aurait fait une pré-condition pour tout arrangement. Je n'ai pas de raison, me direz-vous, d'ajouter foi à sa relation des faits, mais les diplomates européens que j'ai pu consulter ne l'ont pas démentie.

4) Le « génocide des Kosovars ». Terrible chapitre. Des témoins objectifs, occidentaux, accessibles et oculaires – il n'en existe à ma connaissance que deux. L'un, Aleksander Mitic, d'origine serbe il est vrai, est correspondant de l'A.F.P. à Pristina. L'autre Paul Watson, canadien anglophone, est correspondant pour l'Europe centrale du *Los Angeles Times*. Il a couvert l'Afghanistan, la Somalie, le Cambodge, la guerre du Golfe et le Rwanda : ce n'est pas un bleu. Plutôt anti-serbe, il suivait depuis deux ans la guerre civile au Kosovo, dont il connaît chaque village et chaque route. Un héros, donc un modeste. Quand tous les journalistes étrangers, au premier jour des bombardements, ont été expulsés de Pristina, il s'est planqué pour rester, anonymement. Sans cesser de circuler et d'observer. Son témoignage, que vous lirez dans Marianne, est pondéré, et recoupé avec d'autres, convaincant. Les trois premiers jours (24, 25 et 26 mars), sous le déluge des bombes, des exactions ont été commises, avec incendies, pillages et meurtres. Plusieurs milliers d'albanais ont alors reçu l'ordre de partir. Il m'a assuré n'avoir pas trouvé trace, depuis, d'un crime contre l'humanité. Sans doute ces deux scrupuleux observateurs n'ont-ils pas tout vu. Et moi encore moins. Je ne puis témoigner que de paysans albanais de retour à Pudajevo, de soldats serbes montant la garde devant des boulangeries albanaises (dix rouvertes à Pristina), et des blessés des bombardements, albanais et serbes côte à côte, dans l'hôpital de Pristina (2 000 lits).

Alors, que s'est-il passé ? À leur avis, la superposition soudaine d'une guerre aérienne internationale à une guerre civile locale, celle-ci d'une extrême cruauté de part et d'autre. Je vous rappelle qu'en 1998, 1 700 combattants albanais, 180 policiers et 120 soldats serbes ont été tués. 380 personnes ont été kidnappées par l'UCK, 103 remis en liberté, les autres morts ou disparus parfois après torture (parmi eux 2 journalistes et 14 ouvriers), L'UCK annonçait six mille clandestins à Pristina, et ses snipers, m'a-t-on dit, sont rentrés en action aux premières bombes. Les Serbes, jugeant qu'ils ne pouvaient se battre sur deux fronts, auraient alors décidé d'évacuer manu militari leur « cinquième colonne », « la force terrestre de l'OTAN », en particulier dans les villages où l'UCK (sur un territoire en « peau de léopard ») se confondait avec et se fondait dans la population civile.

Localisées mais certaines, ces évacuations, dites là-bas « à l'israélienne », et dont l'ancien d'Algérie que vous êtes se souvient certainement (un million de civils algériens furent déplacés et enfermés par nous dans des camps barbelés, pour « vider l'eau du poisson »), ont laissé des traces à ciel ouvert, ici et là : maisons brûlées, villages déserts. Ces affrontements militaires ont entraîné des fuites de civils (pour la plupart, m'a-t-on dit, des familles de combattants) avant les bombardements. Elles étaient, selon le correspondant A.F.P., en nombre très limité. « Les gens trouvaient des refuges dans d'autres maisons voisines », a constaté ce dernier. Personne ne mourait de faim, ne se faisait tuer sur les routes, ne fuyait vers l'Albanie et la Macédoine. C'est l'attaque de l'OTAN qui a bel et bien déclenché, en boule de neige (et non accéléré ou précipité, comme je l'avais pensé), la « catastrophe humanitaire ». De fait, il n'était pas besoin jusqu'alors de camps d'accueil aux frontières. Les premiers jours, tous en conviennent, ont vu un déchaînement de représailles de la part d'éléments dits « incontrôlés », avec la complicité probable de la police locale. M. Draskovic et d'autres m'ont dit avoir fait depuis arrêter et inculper trois cents personnes au Kosovo convaincues d'exactions. Maquillage ? Alibi ? Mauvaise conscience ? Ce n'est pas à exclure. Après, l'exode a continué, mais à plus petite échelle. Sur injonction de l'UCK, désireuse de récupérer les siens, par crainte de passer pour collabos, par peur des bombardements (qui ne distinguent pas, à 6 000 mètres, entre Serbes, albanais et autres), pour rejoindre les cousins déjà partis, parce que le bétail est mort, que l'Amérique va gagner, que c'est l'occasion d'émigrer en Suisse en Allemagne ou ailleurs… Propos entendus sur place. Je vous fais mention, non caution.

Aurais-je trop écouté « les gens d'en face » ? Le contraire serait du racisme. Définir a priori un peuple

(juif, allemand ou serbe) comme collectivement criminel n'est pas digne d'un démocrate. Après tout, il y a eu, pendant l'Occupation, des divisions S.S. albanaise, musulmane et croate – jamais de Serbes. Ce peuple philosémite et résistant (plus de dix nationalités coexistent en Serbie même) serait-il devenu nazi avec cinquante ans de retard ? Nombre de réfugiés « Kosovars » m'ont dit qu'ils avaient échappé à la répression grâce à des voisins, des amis serbes.

5) « La destruction bien commencée des forces serbes » ? Désolé : celles-ci semblent se porter comme un charme. Un jeune sergent pris en stop sur l'autoroute Nis-Belgrade, et qui sert au Kosovo, m'a demandé pour quelle raison stratégique l'OTAN s'acharnait sur les civils. « Nous, quand on va à la ville, où il n'y a plus d'électricité, on est forcé de boire du Coca tiède. C'est embêtant mais on peut faire avec ». Je suppose que les unités ont leur groupe électrogène. Vous avez, au Kosovo, cassé des ponts, que l'on contourne aisément par des gués (quand on ne passe pas dessus, entre les trous). Endommagé un aéroport sans importance, détruit des casernes vides, enflammé des camions militaires hors d'usage, des maquettes d'hélicos et des pièces d'artillerie en bois posés au milieu des prés. Excellent pour l'image-vidéo et les briefings en chambre, mais après ? Souvenez-vous que la défense yougoslave, formée par Tito et ses partisans, n'a rien d'une armée régulière : disséminée et omniprésente, avec ses P.C. souterrains, préparée de longue main aux menaces conventionnelles (jadis, soviétique). On y déplace même les canons avec des bœufs, pour éviter la détection à la chaleur. Il y a au Kosovo, ce n'est pas un secret, 150 000 hommes en armes, de 20 à 70 ans (pas de limite d'âge pour les réservistes), dont seulement 40 000 à 50 000 pour la IIIe armée du général Pavkovic. Les talkies-walkies en relais paraissent en bon état – et ce sont les Yougoslaves eux-mêmes qui brouillent les réseaux (les UCK se servaient des portables pour renseigner les bombardiers US). Quant à la démoralisation espérée, n'en croyez rien. Au Kosovo, on attend nos troupes, je le crains, de pied ferme, non sans une certaine impatience. Comme me disait un réserviste de Pristina qui allait acheter son pain, son A.K. à l'épaule : « vivement l'intervention terrestre ! Dans une vraie guerre, au moins, il y a des morts des deux côtés ». Le wargame des planificateurs OTAN se déroule à cinq mille mètres au-dessus du réel. Je vous en conjure : n'envoyez pas nos sensibles et intelligents saint-cyriens sur un terrain dont ils ignorent tout. Leur cause est peut-être juste mais ce ne sera jamais pour eux une guerre défensive et encore moins sacrée, comme elle le sera, à tort ou à raison, pour les volontaires serbes de Kosovo et Metohija.

6) « Ils continuent le nettoyage ethnique » ? Les plaques d'immatriculation accumulés au poste frontière face à l'Albanie, et les documents d'identité des partants m'ont indigné. C'est de crainte, m'a-t-on répliqué, que les « terroristes » ne s'infiltrent à nouveau, en les subtilisant pour maquiller voitures et papiers. Beaucoup a pu échapper à mes modestes observations, mais le ministre allemand de la Défense a menti, le jeudi 6 mai, lorsqu'il a déclaré qu'« entre 600 000 à 900 000 personnes déplacées ont été localisées à l'intérieur du Kosovo ». Sur un territoire de 10,000 km2, cela ne passerait pas inaperçu aux yeux d'un observateur en déplacement le même jour d'est en ouest et du nord au sud. À Pristina, où vivent encore des dizaines de milliers de « Kosovars », on peut déjeuner dans des pizzerias albanaises, en compagnie d'albanais. Nos ministres ne pourraient-ils interroger là-bas des témoins à la tête froide – médecins grecs de Médecins sans frontières, ecclésiastiques, popes ? Je pense au Père Stéphane, le prieur de Pritzen, singulièrement pondéré. Car la guerre civile n'est pas une guerre de religion : les mosquées, innombrables, sont intactes.

On peut acheter la politique étrangère d'un pays, – ce que font les États-Unis avec ceux de la région –, non ses rêves ou sa mémoire. Si vous voyiez les regards de haine que jettent aux postes frontières les douaniers et policiers macédoniens sur les convois de chars qui remontent chaque nuit de Salonique à Skopje, sur leurs escortes arrogantes et inconscientes de ce qui les entoure, vous comprendriez sans peine qu'il sera plus facile de rentrer sur ce « théâtre » que de s'en extraire. Aurez-vous, à l'instar du Président italien, la vaillance, ou l'intelligence, de renoncer à des postulats irréels, pour rechercher, avec Ibrahim Rugova et selon ses propres termes « une solution politique sur des bases réalistes » ? En ce cas, un certain nombre de réalités s'imposeront à votre attention. La première : pas de salut en dehors d'un modus vivendi entre Albanais et Serbes, comme le demande Rugova, parce qu'il n'y a pas une mais deux et même plusieurs communautés au Kosovo. J'ai cru comprendre qu'il y avait un million et plus d'Albanais, 250 000 Serbes et 250 000 personnes appartenant à d'autres communautés (Serbes islamisés, Turcs, Gorans ou montagnards, Romanis, « Égyptiens » ou Gitans albanophones), lesquelles craignent la domination d'une grande Albanie et ont pris le parti des Serbes. La deuxième : prévenir la renaissance d'une guerre intérieure féroce, épisode d'un aller-retour séculaire, l'acte I sans lequel l'acte II d'aujourd'hui est incompréhensible, mais qui succédait lui-même à une oppression antérieure. Sans oublier que les Serbes ont aussi des motifs de crainte (ils ne sont pas les seuls dans les Balkans), face à un natio-

nalisme albanais ascendant, démographiquement dynamique, économiquement dominant, fort d'appuis internationaux, avec de bien étranges connexions financières et idéologiques. La peur est des deux côtés. Comment les Serbes pourraient-ils accepter de retirer toutes leurs forces si, comme cela s'est passé l'an dernier, l'UCK (dont des éléments extrémistes ont condamné Rugova à mort) réinstalle les siennes à la place ?

Troisième réalité : demander le retrait total des forces serbes est soit hypocrite soit contradictoire. Hypocrite car cela équivaut à demander le départ de tous les Serbes vivant au Kosovo, étant donné les structures de défense populaire. Contradictoire, car ce retrait signifierait dans les faits l'indépendance complète du Kosovo que vous refusez par ailleurs, à la demande des pays voisins qui tiennent à leurs propres frontières, effarés du précédent qu'y verraient aussitôt leurs propres minorités nationales. Si notre diplomatie n'est pas une couverture, le réalisme ne serait-il pas d'exiger le retour desdites forces à leur niveau d'avant la guerre civile ?

Tous les nationalismes sont à rejeter, certes. Mais si vous voulez conjurer ces démons-là, ne faudrait-il pas plutôt aménager la coexistence des nations au lieu de prendre parti, les yeux fermés, pour un nationalisme contre un autre ? À quoi servirait de corriger l'injustice faite aux uns par une injustice faite aux autres ? À charge de revanche, dix ans plus tard… Rien n'est noir ou blanc, pas plus en Yougoslavie qu'ailleurs.

Les politiques au présent se mènent toujours par analogie avec le passé. Encore faut-il trouver la moins mauvaise possible. Vous avez choisi l'analogie hitlérienne, avec les Kosovars en juifs persécutés (M. Vuskovic le nationaliste disant au demeurant, non sans complaisance : « nous les Serbes, nous sommes les nouveaux juifs »). Permettez-moi de vous en suggérer une autre : l'Algérie. M. Milosevic n'est certes pas De Gaulle. Mais le pouvoir civil a affaire à une Armée qui en a assez de perdre, et rêve d'en découdre. Et cette Armée régulière a affaire elle-même à des irréguliers autochtones, les « paramilitaires », qui pourraient bien ressembler à une OAS. Et si le problème n'était pas à Belgrade mais dans les rues, les cafés, les épiceries du Kosovo ? Ces hommes-là, c'est un fait, n'ont rien de rassurant. Ils m'ont, une fois ou deux, pris sévèrement à partie. Et je dois à la vérité de dire que ce sont des officiers serbes qui, arrivant à la rescousse, m'ont à chaque fois sauvé la mise.

Vous vous souvenez de la définition par De Gaulle de l'OTAN : « organisation imposée à l'Alliance Atlantique et qui n'est que la subordination militaire et politique de l'Europe occidentale aux États-Unis d'Amérique ». Vous nous expliquerez un jour les raisons qui vous ont conduit à modifier cette appréciation. En attendant, je dois vous avouer une certaine honte quand demandant à Belgrade à un opposant démocrate serbe pourquoi son actuel Président recevait avec empressement telle personnalité américaine et non française, il me répondit : « De toute façon, mieux vaut parler au maître qu'à ses domestiques ».

Publié dans *Le Monde* daté du 13 mai 1999

Entretien
accordé à *L'Humanité*

Paris, 14 mai 1999

À lire votre Lettre d'un voyageur au président de la République, on ne sait pas trop s'il s'agit d'un reportage ou d'une enquête, entremêlés d'analyses, voire de prises de position, qui vous valent diverses polémiques…

Il ne s'agit pas d'un reportage, mais de choses vues qui seront publiées, et que j'ai intitulées « Impressions de Yougoslavie ». Je ne suis pas un spécialiste de la région. Je suis un Européen inquiet, indigné, stupéfait, et d'abord par cet exode massif des Albanais du Kosovo. Je me suis donc rendu sur place pour les écouter, j'ai passé six jours en Macédoine, j'ai été bouleversé par leurs témoignages. C'est alors que je me suis dit : « Ce n'est pas possible. Il faut aller voir qui a fait cela et comment cela s'est fait. » L'ambassade de Serbie à Skopje m'a refusé un visa. Ce n'est qu'à mon retour à Paris que j'ai su que l'autorisation d'aller en Yougoslavie m'était accordée. J'ai alors tout fait pour être accompagnée par d'autres personnes, y compris par des personnes qui avaient pris position en faveur des frappes de l'OTAN, car je voulais un regard croisé…

Qui, par exemple ?

Cela me gêne de le dire, mais Alain Joxe fut l'une d'elles : il ne pouvait matériellement pas partir avec moi. Les autres ? Je ne veux pas les embarrasser… Je tenais absolument – me méfiant de ma crédulité et étant conscient de mon incompétence à être en compagnie de quelqu'un avec qui une dialectique aurait été possible. In extremis – je dis bien in extremis – j'ai dû prendre la décision de partir seul. Je m'attendais à tout ce qui se dit aujourd'hui, peut-être pas à œ point de vilenie, mais je savais que mon témoignage serait mis en doute. Et d'ailleurs avec raison. Je veux seulement ajouter qu'au départ, il n'était pas question pour les autorités yougoslaves que je puisse, me rendre au Kosovo : j'ai dû fait part de ma colère, signifier à M. Popovic, le directeur « Europe » du ministère des Affaires étrangères, que j'avais été trompé, et mener trois jours de discussions épiques à Belgrade pour que l'autorisation vienne… J'avais mis comme condition de mon séjour au Kosovo une totale indépendance. Je ne serais pas allé à Pristina en étant guidé ou téléguidé par quelqu'un…

Pour quelles raisons pensez-vous que les autorités serbes vous ont finalement permis d'aller au Kosovo ?

Peut-être le fait que j'ai une certaine image d'un passé latino-américain, Che Guevara, etc.

N'est-ce pas précisément cette image qui a pu être à la source d'une tentative d'instrumentalisation, voire d'une manipulation, de la part des autorités serbes ?

J'avais bien spécifié dès le départ que je n'accepterai aucune mise en scène de propagande : pas de photos, pas de comité d'accueil, pas de pionniers avec des petits drapeaux… J'ai refusé tout contact avec les personnalités officielles, je n'ai vu que des personnalités de l'opposition. Ai-je été instrumentalisé ? Quand on a fait un petit bout de chemin comme moi, on n'est pas naïf au point de ne pas savoir que l'on peut être utilisé : on peut donc retourner le compliment… Honnêtement, au Kosovo, j'ai vu des choses horribles. Je ne crois vraiment pas être un agent de la propagande serbe. J'ai seulement la conviction, depuis ce bref voyage, que la clé du problème est ce qui se passe dans la tête des Serbes. Je pense qu'il faut donc tenter de comprendre une mentalité, une histoire, une névrose – car il y a une évidente névrose, une asphyxie par la mémoire – une folie même… Si l'on passe outre, si l'on dit : « cet adversaire est un diable et l'on ne parle pas avec lui - », d'une part on le sous-estime, d'autre part on se casse la figure. Je ne discute pas de savoir si nos certitudes sont morales ou non – nous avons sans doute le bon droit mais je constate que nous étions tous convaincus que deux jours de frappes aériennes feraient plier Milosevic. Il me semblerait donc de bon conseil, d'un point de vue purement pragmatique, de se dire : « Tiens, ces gens ne sont pas comme on croyait »…

Précisément, quel est votre regard sur ce conflit ?

Permettez-moi d'abord d'ajouter une chose, qui va vous déplaire : si je retourne à Belgrade, je verrais les personnages officiels que j'ai refusé de rencontrer. Pour essayer de leur faire entendre raison… Ce qu'il y a de dramatique dans ce conflit, c'est qu'il n'y a aucun langage commun. Ici, nous parlons d'éviter un nouveau Munich devant un nouveau Hitler ; plusieurs de mes interlocuteurs m'ont dit : « Vous, Européens, vous avez fait un nouveau Munich devant les Américains »… Tant que la personnalité de Milosevic – qui est ce que l'on connaît – cachera le fait que derrière cet homme, il y a des mentalités, des réflexes, des grilles de lecture, la fameuse solution politique dont on parle ne sera qu'un vain mot…

Dans votre article au *Monde,* j'ai relevé le fait que vous

vous refusez à parler de « dictature » à propos du régime de Milosevic. Vous parlez même de « coalitions changeantes » : or, l'on sait tout de même que celles-ci sont faites avec des fascistes, par exemple avec des proches d'Arkan. N'y a-t-il pas là une construction politique, culturelle, qui même si elle ne correspond pas à ce qui est institutionnellement défini comme étant une dictature, fonctionne, par exemple avec l'épuration ethnique, comme une machine monstrueuse ?

Le terme de « démocrature », correspond assez bien à certaines situations balkaniques. Nous trouvons Milosevic monstrueux, mais pas Tudjman : y a-t-il une grande différence ? Avec cet article, je n'ai pas voulu procéder à une analyse historique et politique profonde. J'ai seulement voulu amener certains dirigeants politiques français à remettre en question leurs automatismes verbaux. Point. Et j'ai voulu dire aussi que se reposer sur des imprécations ne me semble pas une bonne façon de saisir la complexité d'une situation. Devient-on pour cela l'avocat d'un dictateur ? Non. Je suis seulement un citoyen français en Europe qui essaie de penser par lui-même et d'aller sur place pour tenter de démêler le vrai du faux. Modestement. Que notre émotion et notre indignation soient du côté des Kosovars, je suis le premier à en témoigner : je n'ai pas passé en vain six jours dans les camps de réfugiés. Mais il me semble que le devoir d'un intellectuel n'est pas de sacrifier l'intelligence à l'émotion. Et qu'il est aussi d'aller voir ce qui se cache derrière les couvertures médiatiques. Car il est un autre point qui m'inquiète beaucoup : c'est la coupure mentale entre l'univers orthodoxe et notre univers. Il se trouve que j'ai beaucoup d'amis Grecs. Je sais que les Grecs n'ont pas voix au chapitre en Europe, mais si vous y ajoutez les Russes, les Macédoniens slaves, les Bulgares, les Roumains et quelques autres, il s'agit tout de même d'un ensemble historique qui fait partie de l'Europe. Ici, on les pense aux marges, mais eux s'estiment au centre de ce conflit. Ici, je passe pour un fou furieux, mais quand je discute avec mes amis d'Athènes, je passe pour un tiède, suspect. J'ai appris dans Montaigne qu'il ne fallait pas se croire possesseur de l'absolu. Mais ce qui est possible en Allemagne ou en Italie n'est apparemment pas possible en France…

Que voulez-vous dire par là ?

J'ai passé dernièrement quelques jours à Rome. Il est vrai que là-bas les intellectuels participent moins au débat, mais ce sont les politiques qui l'assument : quand 271 députés et sénateurs réclament l'arrêt des frappes, quand un président de la République dit : « il faudrait peut-être arrêter, essayons de réfléchir », il n'y a pas de levée de boucliers. Pourquoi sommes-nous en France à ce point pétrifiés dans des certitudes, peut-être respectables, mais dont chacun peut constater qu'elles ne donnent pas de résultats ?

Peut-être parce qu'il existe en France une forte sensibilité, d'autant plus légitime que c'est ici que la logique de l'État ethnique, de la « pureté » ethnique et de l'épuration ethnique apparaît comme étant la plus radicalement opposée aux principes et à la réalité de la démocratie, telle qu'elle s'est constituée et telle qu'elle vit encore aujourd'hui. C'est cela qui apparaît sans doute menacé, que l'on soit pour ou contre les moyens mis en œuvre par l'OTAN…

Je vous donne entièrement raison. Mais nous devons, vous et moi, admettre que l'idée yougoslave communiste, qui était de confédérer des nationalités, sous l'égide d'une citoyenneté commune, a échoué. Après cela, on risque le pire. Les Serbes se noient dans leur mémoire historique, mais nous, nous n'avons plus aucune mémoire. Nous, nous appréhendons les problèmes dans la grille « droits de l'homme » ; eux – et ils ne sont pas les seuls dans les Balkans – les appréhendent sous l'angle national. Le problème est de rendre compatible les deux choses : ce n'est pas en niant la question nationale qu'on peut faire respecter les droits de l'homme ; et je dis à mes amis grecs, ou autres, que ce n'est pas en niant les droits de l'homme que l'on peut instaurer des nations démocratiques.

Dans votre article, vous semblez aussi ignorer l'histoire…

On peut avoir cette impression. Je ne peux pas tout dire, et d'ailleurs il y a une partie de ma « lettre » qui n'a pas été publiée (par *le Monde*, N.D.L.R.) dans laquelle j'évoquais les antécédents du conflit et les négociations de Rambouillet. Nous assistons à l'acte IV, mais n'avons ni l'acte III, ni l'acte II, ni l'acte I… Notre émotion humanitaire est légitime, mais il a fallu que j'aille en Yougoslavie pour comprendre que les réfugiés me parlaient de l'acte IV, parce qu'ils connaissent les autres. L'épuration ethnique en effet a une histoire. Acte III, par exemple, la suppression de l'autonomie de la province. Erreur fatale, qui a instauré une situation coloniale au Kosovo… Mais les Serbes, eux, vont remonter très vite aux années 1943-1944, à la grande Albanie… Les crimes d'hier n'excusent en aucune façon les crimes d'aujourd'hui. Mais je dis que lorsqu'on veut comprendre une logique mentale, il faut faire de l'histoire. En même temps, le danger, c'est que faire de l'histoire, c'est comparer ; et comparer, c'est relativiser ; et relativiser, cela peut être dédaigné. Faire de l'histoire, donc, ne veut pas dire approuver ce qui est inacceptable… Comme le disait mon professeur de philosophie, il faut tenir les deux bouts de

la chaîne. Mais cela paraît trop difficile. Donc, moi je renonce. Nous vivons un temps où l'émotivité, l'instantanéité sont les lois de la politique – et je le crains de la morale. Donc, il faut se retirer dans l'abbaye de Thélème.

C'est vraiment votre état d'esprit…

J'essaie de comprendre. J'ai été sur place, un peu comme Fabrice à Waterloo. Je ne rapporte pas des plans stratégiques, mais des impressions…

Tout de même, quand vous laissez entendre que les milices paramilitaires serbes n'auraient pas de rapport direct avec le régime… Je vais peut-être vous déplaire à mon tour, mais à ce moment-là, j'ai pensé aux images du procès Ochoa [1]…

Si j'avais produit une analyse approfondie tendant à montrer qu'il n'y avait aucun rapport entre les paramilitaires, les militaires et le pouvoir civil, vous auriez raison. J'ai simplement voulu suggérer qu'il fallait peut-être quitter l'éternelle analogie hitlérienne pour aborder d'autres analyses. Je ne voudrais pas donner trop d'importance à une ou deux anecdotes concernant mon séjour, mais il est vrai que je me suis fait prendre violemment à partie par des paramilitaires et que j'ai été tiré d'affaire par des militaires. Point. Il existe un côté pied-noir chez les Serbes du Kosovo : je ne vais pas au-delà… J'ai sciemment voulu casser la vaisselle. J'ai écrit cet article en quelques heures, rentrant de Yougoslavie, avec une certaine fatigue face aux stéréotypes que l'on nous sert chaque jour…

N'êtes-vous trop attaché au primat de la souveraineté des États par rapport à l'autre considération ?

La légalité internationale est la pire des choses, à l'exception de toutes les autres. Le droit d'ingérence, j'y adhère émotionnellement, mais, intellectuellement, il me fait peur. L'humanitaire est sans doute un progrès dans l'histoire de l'humanité ; mais ce qui est en train de se dévoiler, c'est le lien de plus en plus étroit entre l'humanitaire et le militaire, l'humanitaire ayant pour zone de développement les pays impérialistes. Si l'éthique médicale est quelque chose d'extraordinaire – « je soigne tout blessé parce que c'est un blessé » – je me demande s'il n'y a pas une utilisation de cette éthique pour régler des comptes idéologiques et politiques. Je connais beaucoup d'« humanitaires » qui sont des guerriers en blouses blanches. Que se passera-t-il en l'an 2100, lorsque la Chine sera la puissance impérialiste mondiale, si les Chinois envahissent l'Indonésie parce que la minorité chinoise est victime de sévices ? Nous sommes contents de « l'humanitaire », parce que c'est nous qui le manions. Le jour où ce sera repris par d'autres, que dirons-nous ? La souveraineté des États, ce n'est pas l'alpha et l'oméga : les États, bien sûr, doivent être subordonnés aux droits des personnes et à la légalité internationale. Mais cette légalité, ce sont les Nations unies, et pas l'OTAN. Je ne crois pas qu'un communiste puisse accepter cette réduction de l'humanité à l'Occident.

Pas plus, je crois, qu'il ne peut accepter le nationalisme, ou ne pas réfléchir quand il entend Le Pen afficher un soutien bruyant à Milosevic…

J'ai rencontré en Serbie des nationalistes paranoïaques, dangereux et idiots. J'ai aussi rencontré des patriotes démocrates et ouverts. Il y a deux nationalismes. C'est un peu comme si je vous disais :

« Vous êtes communistes, vous êtes pour le Goulag ». Moi, je suis pour la nation républicaine ; malheureusement, le mot peut désigner aussi la nation ethnique. Il existe une guerre à mort entre ces deux conceptions, qui a d'ailleurs eu lieu pendant la Résistance, entre d'une part les gaullistes et les communistes, et d'autre part les lepénistes de l'époque. Cela signifie-t-il qu'il faudrait renoncer au mot de nation ? Je me demande si ce n'est pas rendre un grand service à Milosevic et à son régime que de déduire du fait qu'il mène une campagne d'oppression contre une minorité nationale très forte, le fait qu'il faut l'attaquer sur son territoire. Car, jusqu'au présent, les guerres défensives sont des guerres populaires, et qui rendent populaires ceux qui les mènent. Autant une menace d'intervention sur le Kosovo même, ponctuelle, argumentée, précise, aurait emporté ma conviction, autant le déchaînement sur le territoire de la Serbie même me paraît, non seulement contre-productif, mais aussi injuste qu'une punition collective…

1. Procès au cours duquel des généraux cubains du contingent envoyé en Angolais furent condamnés à mort pour « trafic de drogue » par le régime de La Havane s'efforçant de se démarquer de leurs actions.

Entretien réalisé par Jean-Paul Monferran

publié dans *L'Humanité Dimanche*,
sous le titre « Accusé Debray, répondez »,
daté du 15/16 mai 1999

Une machine de guerre

Mirmande, 23 mai 1999

Le Nouvel observateur (20-27 mai 99), Françoise Giroud. En chapeau : « Meilleur commentaire de l'équipée de Régis Debray… cette remarque d'un officiel serbe « Je me demande s'il sait où il se trouve » ». Cette remarque n'a jamais existé. « L'officiel » l'a démentie vigoureusement. Il s'agit du journaliste Mihailovitch, responsable du Media Center à Pristina. Elle, c'est une « grande professionnelle », à Paris. Le mot traînait, elle l'a ramassé, d'instinct. Calomnie.

Les Nouvelles d'Alsace (16 mai 99), revue de presse, gros surtitre : « une tribune libre pro-Milosevic déclenche une polémique dans les quotidiens français ». Étonnante nouvelle : un intellectuel pro-massacre ? Le lecteur alsacien saura-t-il que ce pro-Milosevic n'a rencontré et voulu rencontrer à Belgrade que des opposants à Milosevic ? Non. Quiconque se mêle de savoir ce qui se passe dans la tête des gens de l'autre côté de la barricade, sera réputé complice d'un gangster. Ignominie.

Libération (15 mai 99), encadré : « Debray […] est resté à l'hôtel Grand et il a rencontré des officiels ». Ce mec s'est planqué, n'a vu que les huiles et nous a raconté des cracks. Libération a-t-il vérifié l'information, pourtant énorme, avec l'intéressé, présent à Paris ? Inutile. C'est vrai, parce que *New York Times* dixit. Mauvaise traduction, plus mensonge.

Le Monde (18 mai 99), Dominique Dhombres, sous-titre : « un témoignage singulièrement biaisé ». À l'aide de citations tronquées, un kaléidoscope de choses vues publié dans *Marianne*, dont les lecteurs, à en juger par le courrier reçu, ont tous noté le caractère expectatif et entremêlé, devient un louche plaidoyer. Trucage.

Ces échantillons du ragot, au hasard des coupures.

Si j'imitais mes procureurs, je les traiterais en délinquants et déposerais plainte contre *Le Nouvel Observateur* pour diffamation ; contre *Les Nouvelles d'Alsace*, pour injure ; contre *Le Monde* et *Libération* pour dénaturation. Telles sont les qualifications juridiques D'autres ajouteraient : abus de position dominante et usage disproportionnée de la force. Je n'encombrerai pas outre mesure la 17e Chambre correctionnelle. Cela coûte cher, et ne servirait à rien. Une grande signature n'a pas besoin de sourcer, un grand journal de traduire proprement, ni tel autre de lire avant de résumer. Ils sont accrédités, donc accréditants. Aux vertus qu'on exige d'un amateur, combien de réputations professionnelles pourraient-elles survivre, sur les hauteurs ?

Rendre coup pour coup ? Non, mes dénonciateurs, je les préfère en symptômes plus qu'en salauds. Sont-ils sincères ? Pourquoi pas ? Le philosophe s'efforce de comprendre, non d'incriminer. Tentons de faire œuvre utile. Remontons des travers aux procédures, et des personnes aux structures. C'est la Machine qui meut ses agents, de braves gens. Ils la font tourner, mais elle pourrait tourner sans eux. Quitte à mettre la main dans le cambouis, essayons de lui ouvrir le ventre, à cet automate. *For whom the bell tolls* ? Pour qui roule ce rouleau compresseur ? Pour vous, cher(e) ami(e), dès que vous sortirez des rails. Nous ne l'arrêterons pas. Du moins pouvons-nous scruter comment travaille ce mastodonte.

I - Le comment

Un monstre très ordinaire. Intérêt d'une épidémie de haine (« l'affaire Debray ») : grossir à la loupe les minuscules rouages d'un pouvoir majuscule, dont chacun, auteur ou lecteur, prend son parti, en temps normal, sans y faire attention. Les mécanismes non de la « pensée unique » mais de son usinage au jour le jour. Raté ou réussi, un « lynchage médiatique » n'est pas une cabale. Complot improbable, paranoïa inutile. C'est du ténu devenu obscène, de l'entourloupette en folie. C'est quand s'expose, explose à ciel ouvert, avec une joie mauvaise, par simple changement d'échelle, la microphysique de la manipulation ordinaire. Un petit tour dans les arrières-cuisines du faire-croire (en l'occurrence du faire-lire car ma revue de presse portative se limite au papier imprimé, sans radio ni télé-cassette) nous fera découvrir d'abord un certain nombre de procédures d'apparence anodine où se joue peut-être l'affaire (mise en page, montage en boucle, coupure d'opportunité, réplique en renfort, hiérarchisation des sources, escamotage du grand fait par le petit). Ces infimes torsions de sens, d'autant plus invisibles que triviales, se présentent en simples « contraintes techniques ». Elles fonctionnent à l'économie. Les minimax du mensonge assurent aux médias bombardeurs une prise de risque minimale avec un dommage maximum pour la cible humaine. Je ne puis m'empêcher en effet – cette analogie me semblant plus qu'une facilité théorique – d'assimiler le pilonnage médiatique d'un individu à une valse d'avions furtifs, invisibles, à 5 000 mètres d'altitude, larguant leurs explosifs au-dessus d'un pays, hors d'atteinte et contents d'eux-mêmes. Vivre les deux expériences à la queue-leu-leu

n'est pas sans éclaircir les règles du néo-libéral (l'Armée du Bien frappe les méchants deux fois, Tomahawks d'abord, éditoriaux ensuite). À quelques-uns au moins ce malheur sera bon.

1/Le débat contradictoire est l'abécé de l'espace public ; sa mise en scène ou en page peut être le début de sa perversion. La forme qu'on imprime est un cadrage sur le fond, qui fixe d'emblée la nature du débat, niveau et portée. À Washington comme à Rome et à Berlin, les politiques débattent directement de la guerre (légitimité et modalités). En France, la classe politique s'est repliée sur une langue de bois homogène et laisse la classe intellectuelle disputer dans son coin, sans conséquences pratiques. C'est pour tenter de faire pièce à ce cloisonnement trop commode et aider à rompre le « silence dans les rangs ! », venu d'en haut, qui intimide nos hémicycles, que j'adressais ma missive au Président de la République (responsable de notre politique étrangère et chef des armées), en déconstruisant les stéréotypes du discours officiel. En faxant à B.H.L. et Alain Joxe mon projet d'article, vingt quatre heures avant publication, et en plaçant les injures de l'idéologue en une et les outrances du « spécialiste » en page intérieur, dès le lendemain Le Monde déviait le coup et le rabattait sur la classique partie de catch au Flore. Cette hiérarchisation préemptive permettait aux politiques de se défausser (« laissons les olibrius faire joujou, une fois de plus »), tout en inventant une polémique inexistante, en trompe-l'œil. Car je ne m'adressais nullement à B.H.L., Dieu m'en garde, me souciant assez peu des fantasmagories maison (Malraux, Drieu, etc.) Les fondés de pouvoir du Bien ont coutume de rabattre la spécificité des situations historiques (dont j'essayais de montrer ici l'originalité encore difficilement pensable) sur des modules passe-partout empruntés à un passé qu'ils n'ont pas vécu et transformés en attrapetout terrorisants – Munich, Espagne, Nazisme, Holocauste… Ce décadrage inaugural vers le délirant et le grandiloquent ne pouvait que folkloriser (éternelle parisianité), personnaliser (« Adieu, Régis Debray »), idéologiser (fascisme, nationalisme, totalitarisme, etc.), un débat qui se voulait sérieux, pragmatique et surtout contemporain. Il le faisait verser coté aboyeurs, non côté décideurs, en y intéressant les salons, non les bureaux. Excellent pour les ventes et aussi pour le gouvernement, ainsi exonéré. Où l'on voit que le choix des premiers intervenants, dans une polémique, et leur distribution, constitue un mode efficace de « violence symbolique ». La virulence et l'immédiateté de ces attaques *ad hominem*, montées en épingle (suite à un papier mesuré, dubitatif et sans invectives) allaient fixer le ton, et le registre. Malgré un semblant d'équilibre rétabli *in-extremis* entre le pour et le contre dans les contributions extérieures (5/5 jusqu'au 22 mai inclus), l'idée de manœuvre ressemblait fort à un « coulons le bateau d'abord, envoyons ensuite quelques canots de sauvetage, nous aurons la conscience tranquille ».

2/La Machine est autoréférentielle et autojustificatrice. Elle monte les mots preuves (pizzeria, boulangeries, premiers jours) en boucle. Inutile de l'interrompre. Elle a l'écoute sélective, comme une demi-surdité, conséquence d'un fonctionnement en circuit fermé. La bonne presse s'entrecite, et se conforte d'elle-même. Non que l'autre soit mauvaise : elle ne compte pas. L'Humanité (14 mai) m'ouvre-t-elle ses colonnes, sans limitation d'espace, pour fixer clairement le fond politique des choses, les responsabilités des hommes et l'inacceptable des crimes – l'imputation à contresens continue comme si de rien n'était. C'est qu'« on » ne lit pas *L'Humanité*. Tintin reporter au pays des charniers vient-il à publier son reportage, « on » ne s'y reportera pas. « On » ne lit pas *Marianne*. Qui, « on » ? La rumeur informée et informante. Les parcours sont balisés, les milieux se croisent sans un regard. Précisons cependant : selon l'asymétrie bien connue des statuts, les dominés de *Marianne*, de *l'Humanité* et du *Monde Diplomatique* s'estiment obligés, pour la plupart, de lire *Le Monde*, *Libération*, le *Nouvel Observateur*. L'inverse ne semble pas valoir.

3/La hiérarchisation implicite des sources favorise l'auto-intoxication des agences centrales de légitimité, effet pervers de leur domination unilatérale. À la ségrégation des pôles, dans le microcosme éditorial, correspond en effet, à l'échelle mondiale, l'ignorance, voire le dénigrement, des sources dites périphériques. Mon plus grand étonnement, arrivant au Kosovo – décrit par nos grands médias comme « terre interdite », « enfer sans témoin », « nuit et brouillard » – fut d'y trouver une dizaine de journalistes professionnels qui n'avaient cessé d'y travailler depuis le début des bombardements et même avant. Leur témoignage, leurs analyses ne cadrant pas avec les nôtres, on les a annulés. On a décidé qu'ils n'étaient pas libres, ni de leurs mouvements, ni de leur écrit. Ce qui était faux (et pouvait être facilement vérifié). Parmi eux, plusieurs Grecs. Athées ou libres-penseurs, ils restent de culture orthodoxe, donc non fiables, paraît-il. Ce ne seraient pas des personnes mais des pro slaves compulsifs. Un Athénien ne saurait-il être que l'exposant de sa tribu ? Mentionné-je en témoin un médecin franco-grec de passage à Pristina, Odysséas Boudouris, admirable d'impartialité, que *Libération* l'écarte d'un revers de main (14 mai). Sa lettre de protestation envoyée à nos journaux est restée lettre morte (voir encadré). Tout se passe comme si, jusqu'à la « bavure » de

Koritza incluse, nos télés pouvaient se contenter de la version donnée à Bruxelles, sans tenter de mettre en balance ici et là-bas. Les briefings et les témoins. La presse écrite évoquera au mieux d'indécidables polémiques OTAN/Tanyoung, pour les renvoyer dos à dos dans la brume, comme s'il n'y avait pas un correspondant AFP à Pristina, et deux ou trois autres, de toutes nationalités, joignables en temps réel, capables d'aller sur place, interroger les victimes, et établir le fait. Il est vrai que ceux-là ont jugé stupéfiante, à Koritza, l'excuse du « bouclier humain ». Préférerait-on, sur des points de fait, avoir tort avec l'OTAN que raison avec des Grecs, Turcs, Français et Canadiens ? Ceux qui font la guerre en chambre seraient-ils plus crédibles que des correspondants de guerre « locaux », au Kosovo même, aussi expérimentés que Mitic et Watson ?

4/Le détournement de réponse. Le remploi par la Machine des dénégations de l'inculpé, sollicitées et diffusées par son canal, la relance elle-même avec entrain. Le démenti s'intègre à la confirmation. S'ouvre donc à vous, périodiquement, une fenêtre-guillotine, où l'on vous invite gentiment à glisser la tête. Exemple. Écoutant Laurent Joffrin à France-Inter (15 mai) fulminer contre ce qu'il appelle mon reportage du *Monde* (quand mon seul reportage, celui de *Marianne*, n'était pas encore paru), je réponds point par point et par écrit, sous le titre Précisions à Laurent Joffrin, à son émission radiophonique. Résultat : une page du *Nouvel Obs.* suivant, avec un titre changé, et les références à France-Inter caviardées. Transformée à mon insu en réponse à son éditorial écrit, que je ne connaissais par, et pour cause, lequel en fait répond à ma réponse (entourloupette classique). Estimant devoir des éclaircissements oraux de mon propos, face à des interprétations malveillantes, et aussi à de possibles maladresses ou ambiguïtés de ma part, je me suis prêté de bonne grâce à différentes explications audiovisuelles. Marcel Trillat, sur France 2, en différé, a donné une version réduite mais loyale et fidèle de notre entretien (au 20 heures du 15 mai), sans piège, abus ou « délit de montage ». C'est assez exceptionnel pour en faire mention. Mais, compte-tenu de l'inutilité des réponses et rectificatifs, il m'est apparu finalement impossible d'enrayer l'emballement de la Machine à tromper en jouant de ses machineries. Autant en sortir de suite. Sustine et abstine.

5/La ruse appelée coupure. Les contraintes de temps (en duplex avec Arlette Chabot et Alain Duhamel, parole coupée au bout de deux minutes, en dépit de promesses contraires) et d'espace (dans la presse papier), maîtrisées par les journalistes de métier, mettent d'évidence l'universitaire en porte-à-faux, habitué qu'il est aux délais et longueurs de l'argumentation à tiroirs. Mis sur la sellette, son double bind tient alors dans l'injonction : « faites bref et dites-nous tout ». Le temps est rare, et l'intervention longuette. L'espace est rare et l'article trop copieux. La coupure devient alors un sport dangereux exigeant les plus grandes prudences. Si j'avais refusé de couper dans mon apostrophe du Monde, à la dernière minute, des développements jugés par la rédaction abstraits, déjà connus ou hors expérience, pour le caler pile poil dans la place annoncée, le lecteur aurait compris d'évidence qu'il s'agissait d'un « point de vue », personnel et discursif, appuyé sur tel ou tel fait, et non d'un reportage et encore moins d'une enquête (lesquels, dans *Le Monde*, s'étalent sur deux pages ou deux jours). Je signale ce détail crucial non en alibi mais en avertissement pour les confrères. À l'écran comme à l'écrit, un coupé averti en vaut deux.

6) « L'effet paravent » (Ignacio Ramonet). Soit l'escamotage du fond par la forme, ou l'occultation du majeur par le mineur. Nous bombardons un pays. Combien d'écoles ont été endommagées ? – Vous dites « trois cents touchées » ? D'où le tenez-vous ? Et si c'était deux cent vingt-deux ou cent trente-trois ? Vous n'avez pas vérifié. N'avez-vous pas honte ? – Soit. J'ai pu errer, comme les bombes le font. Mais enfin, l'essentiel, qui vaut d'être discuté, est-il ce chiffre, d'ailleurs croissant au fil des jours, ou bien la fermeture attestable des écoles, lycées et universités en Yougoslavie ? Veut-on révoquer le symptôme pour ne pas voir l'étendue du mal, qui est la paralysie des études et l'abandon des jeunes à eux-mêmes dans tout un pays, sans aide extérieure ? Le genre de choses qu'on ne devine pas de loin ? La mention d'un chiffre ou d'un mot hors-contexte (brièveté oblige) permet ainsi de focaliser sur un point particulier, qui, d'illustratif qu'il était devient emblématique. Écrasement des échelles d'observation qui débouchera, dans les commentaires sur du grotesque ou de l'odieux, à volonté. Qui oserait, par exemple analyser la situation présente des albanais du Kosovo à travers l'image d'une pizzeria en ville ? Mais pourquoi taire qu'il en existe ? Le visiteur qui a en tête des scènes de chasse à l'homme en est plutôt surpris. Faut-il taire sa surprise ? En conclure qu'un détail insolite mais non dénué de sens puisse résumer la totalité du tableau, ou a fortiori l'expliquer, relève de la pure malveillance.

7/Une arme amusante mais toujours efficace : le courrier des lecteurs ou les rédactions ventriloques. Chaque journal se signifie à travers ces lettres venues d'ailleurs. Qui fait le tri ? Selon quels critères ? Les lettres des lecteurs publiées ont-elles la tendance de leur journal ? Ou l'inverse ? Mystère. Une certitude au moins :

les inconnus qui approuvent une prise de position écrivent volontiers à l'auteur (directement ou non) ; ceux qui la condamnent s'adressent d'ordinaire à la rédaction (« comment avez-vous pu » etc.). Conclusion : les auteurs ont intérêt à ouvrir leur boîte aux lettres plutôt que leur journal préféré (dans mon cas, en une semaine, 106 lettres pour, 7 contre : sondage préférentiel). Ce qui semble évident, tout compte fait, c'est que les « simples lecteurs » ont beaucoup mieux compris le sens de ma démarche que beaucoup de commentateurs attitrés.

II - Le pourquoi

D'horizons très divers, et sans parler des étrangers, nombreux sont les journalistes français de presse écrite qui ont visité dernièrement le Kosovo. Jacques-Marie Bourget (Paris-Match), Bernard Guetta (Le Temps), Élisabeth Lévy (Marianne), Victor Loupan (Le Figaro), Paul-Marie de la Gorce, et d'autres. On ne leur fait pas procès d'avoir vu et décrit ce que j'ai vu et décrit : des eaux mêlées, où le passé stagne ; une guerre civile acharnée ; un exode à causes multiples ; ni ange ni démon. « Le cœur de la ville, peut-on lire dans Paris-Match (27 mai), si on s'en tient à lui, a une apparence normale avec un fleuriste qui vend des tulipes, des boulangers, tous albanais, derrière le comptoir… ». J'aurais eu la berlue, mais pas M. Bourget ? Il est vrai, un bouc émissaire ne s'improvise pas. Il faut réunir certaines conditions. Passons sur l'équation politique. Le plaisir de régler un vieux compte, à travers ma personne, à une famille, à un courant d'idées tenace et irritant comme un caillou dans la chaussure – ne se refuse pas. Il y a si longtemps que les « républicains » agaçaient nos grands médias. Première, deuxième gauche. Vieille affaire.

Plus intéressante, l'équation professionnelle. Je ne suis pas journaliste, et certaines rédactions ont cru que j'entendais leur faire la leçon, ou la morale. Je comprends qu'une profession déstabilisée, blessée par les critiques, prenne la mouche facilement, mais j'ai adressé ma lettre à un Président, non à des Directeurs : mon propos était strictement politique. Qui peut confondre le journalisme d'investigation, respectable, et la police de la pensée, qui l'est moins ? En voudrait-on encore et toujours à Serge Halimi ou Pierre Bourdieu ? Étrange spectacle : ceux qui brocardent chaque jour corporations, populisme et démagogie rameutant démagogiquement la corporation contre les théoriciens zozos pris sur le fait. « Le médiologue épinglé » titre Pierre Georges. L'anti-intellectualisme est toujours payant. Sauf qu'il monnaye ici une ignorance crasse. C'est un « bidonnage » intellectuel. La médiologie n'est pas plus la critique des médias que la psychanalyse l'est des lapsus. Si les puristes de l'enquête et des sources avaient daigné se reporter aux sources, les sept numéros des Cahiers de Médiologie (Gallimard) et les cinq volumes de la collection Champ médiologique (Odile Jacob), ils auraient constaté qu'aucun n'est consacré au journalisme ni aux médias. Jouant sur une consonnance, ils ont trompé leurs lecteurs sur la personne et sur la chose. Quant à moi, je suis content d'avoir pu rendre hommage à la profession en interviewant longuement, à Pristina, les correspondants du Los Angeles Times et de l'AFP. Ceux-là donnent envie de saluer le Journaliste comme d'autres, l'Artiste.

Passons à des causes plus générales.

1/Daniel Bougnoux a fait un distinguo capital entre communication et information. En temps de guerre, la presse d'information se met à fonctionner à la communication. Elle enveloppe sans dévoiler, ne met pas à distance mais resserre les rangs. Elle ne refroidit pas, elle réchauffe. Elle blinde sa clôture, cohésion et connivence, fuyant la déchirure et l'effraction pour préserver sa bulle (ou ses bulles en poupée russe : la rédaction, les lecteurs, le public, le pays, l'Occident). Regardons notre presse nationale en 14-18, en 39-40, en 54-60 : le bourrage des crânes est récurrent. La communication n'est pas une idée innocente. Elle implique la désinformation. Disparition de documents importants (voir plus loin). Restriction du champ d'observation, en reléguant aux marges ce qui serait, en d'autres temps, central. Ainsi passe-t-on sous silence l'actuel basculement anti-occidental de l'opinion chinoise après le bombardement de son ambassade à Belgrade, aux conséquences politiques imprévisibles (voire incontrôlables par Pékin). Et bombardement des réfractaires, car communiquer implique de procéder au meurtre symbolique des informateurs susceptibles de se faire entendre. Évacuation post-moderne des intrus, en douceur : la coupure remplace la censure, la couverture, l'accusation, et le montage de citations, l'arrêt de justice. En 1999, certes, « nous ne sommes pas en guerre mais en conflit armé » avec Milosevic (selon le mot d'Anthony Eden, en 1956, face à Nasser). Les vieux réflexes de la mise au pilori demeurent, mais le nouveau réside dans le soin pris par la « bonne presse » à habiller la communication en information. (Quand « la gauche » gouverne et s'invente une guerre de « centre-gauche », la bonne presse est celle qui fait caution, celle dite « de centre-gauche » : Libération, Le Monde, Le Nouvel Observateur. Un gouvernement de droite aurait d'autres repères). On l'appellera à bon droit pharisienne. La pharisaïsme consistant à observer les rituels de l'objectivité en les vidant de leur sens : les signes de la vertu, sans la vertu. La messe, sans la foi.

Les périodes de guerre ont toujours une forte capacité radiographique. Elles mettent bas les masques d'une société (Marx s'en enchantait déjà en 1870, à propos de la guerre franco-allemande). Ce que révèle ce « conflit armé », à distance et par procuration, c'est peut-être un invariant masqué en temps de paix : la subordination de la déontologie à l'idéologie (ou à la ligne éditoriale du journal, ce qui n'est pas la même chose mais l'emporte en définitive sur l'état d'âme des journalistes). Subordination d'autant plus pernicieuse (ou efficace, symboliquement) qu'elle ne s'avoue pas (ni aux lecteurs, ni peut-être à elle-même). Les organes qui feignent la position de surplomb (nous informons équitablement sur la guerre, venez chez nous vous faire votre opinion) y semblent plus exposés que ceux qui acceptent d'être surplombés par leur situation (nous sommes en guerre, et nous prenons parti pour ou contre elle).

D'où cette tranquille hypocrisie : l'objectivité à façon ou la déontologie sur mesure. Mon « press-book » signale une stricte coïncidence entre le zéro pointé mis à ma copie et l'engagement individuel de mes correcteurs. Les professionnels de la profession qui me décochent leurs foudres « strictement techniques » (bien que, écrivain et philosophe, je ne sois pas de la profession) sont curieusement ceux qui ont pris parti pour la « guerre humanitaire », et avec véhémence : de l'Événement à Charlie Hebdo, en passant par le Monde et Libération. Les autres, de l'Humanité à Paris-Match, n'ont rien vu de rédhibitoire à mes impressions de voyage. Et pour cause, si leurs journalistes rapportent à peu près les mêmes. M. Joffrin est désolé mais formel : avec ma Lettre d'un voyageur au Président sur une guerre insensée (titre avant coupure) n'importe quel stagiaire de vingt ans se ferait retoquer. M. Joffrin a dirigé deux rédactions militantes, pour l'expédition punitive. Rien à voir ? M. Pierre Georges, du Monde, partage son indignation navrée : « une telle accumulation d'erreurs élémentaires – on parle ici, d'un point de vue strictement professionnel, du minimum exigible d'un élève de première année en école de journalisme sur la vérification et le recoupement des informations, la multiplicité des sources et le refus des impressions – est une catastrophe ». J'ai aussi cru comprendre, en le lisant, que l'abandon des frappes sur la Yougoslavie serait une catastrophe plus grave encore. Pure coïncidence ? Cette copie, M. Guetta et M. Kahn, qui ne passent pas pour de mauvais professionnels, m'en avaient fait compliment le jour même. En somme, nos va t'en guerre m'ont jugé nul, et ceux qui traînent les pieds, passable. Le jury qui déteste mes thèses ou mes paris accuse l'observateur de s'être bouché les yeux ; l'autre, qui veut bien les considérer, d'avoir correctement croqué le terrain.

Chacun sa déontologie, de fait. Nos quatre quotidiens nationaux ont reçu sur leur fax, le jeudi 20 mai après-midi, la pétition dite « des 23 » appelant le Premier ministre à un débat sérieux et serein sur le bien fondé de la guerre, et « à enrayer un climat d'intolérance dans notre pays où certains n'hésitent pas à manier l'injure pour faire taire ceux qui s'écartent tant soit peu des idées reçues » Parmi les signataires, deux généraux, quatre anciens ambassadeurs, dont un auprès de l'OTAN et un ancien Ministre des affaires étrangères. Plus, excusez du peu, les Aubrac, Cartier-Bresson, Pascal Lainé et j'en passe. Le Figaro (une demi-page) et l'Humanité (une pleine page) l'ont publié intégralement et commenté dès le lendemain, avec la liste complète des signataires Pas un mot dans le Monde, qui a jugé « inopportune » sa publication. Et deux lignes dans Libération, en brève, le samedi de Pentecôte (ici trois signataires seulement : Aubrac, Halimi et Costa Gavras). Les écoles de journalisme apprennent à distinguer fait et commentaire. Comme on n'avait pas envie de commenter, de ce côté, on a décidé que l'interpellation d'un Premier ministre par des gens du sérail hostile à cette guerre ne serait pas un fait. « Manque de place ». En aurait-on trouvé s'ils s'en étaient pris au nouveau négationniste signataire de ces lignes ? En général, pour les manifestes qui déplaisent, il est recommandé d'égarer le papier dans les couloirs, un jour ou deux, et aux signataires qui protestent le troisième, de répondre : « dommage, cher ami, que ce ne soit plus d'actualité ». En somme, quand on est un journal sérieux, on respecte les règles du métier en publiant en une des injures ad hominem et en passant sous silence des questions de fond sur notre diplomatie et notre stratégie poliment posées huit jours plus tard par des diplomate et des stratèges. Communiquer veut dire ici : « la question ne sera pas posée ». Et quand il a le statut officiel « au-dessus de la mêlée », un journal peut même ajouter (18 mai) deux attaques personnelles de la rédaction en chef, plus un courrier des lecteurs curieusement unanime, à trois autres de l'extérieur (16 mai), pour faire bonne mesure (summa injuria, summum jus). L'impartialité, titre de noblesse ou pratique de chaque jour ? Les leçons de professionnalisme n'engageraient-elles que ceux qui les écoutent ?

3/Le Kosovo est devenu en France – pour combien de temps ? – une terre mythique, où la classe intellectuelle (et l'opinion qu'elle entraîne et modèle) projette ses fantasmes et ses références ; où l'exode bien réel d'une population semble compter finalement moins, à nos yeux, que les règlements de compte imaginaires qu'elle nous permet avec notre propre histoire. Quelqu'un retracera

un jour l'aventure intérieure que fut pour une génération le défilé de ces pays martyrs, Biafra, Afghanistan, Cambodge… –, et le rôle d'exutoire qu'ils ont joué pour nos propres conflits psychiques. Le Kosovo est sans doute le plus proche, par la géographie et aussi les résonances. Tenter de le rendre tant soit peu à sa réalité, complexe et frustrante, c'était inévitablement le désymboliser, le démystifier, et donc blesser des sensibilités à vif, *ici* autant, sinon plus, que *là-bas*. Il me semble qu'on pourrait analyser la densité des investissements affectifs dont la guerre en cours fait l'objet, en France, par la superposition des différentes couches chronologiques de notre mémoire collective. Chaque génération, chaque sensibilité, chaque Français moyen peut y trouver son compte, si l'on ose dire, ses remords ou ses nostalgies. Les enfants de Pétain et de la honte projettent sur l'écran yougoslave les années trente et quarante : il faut bombarder Pristina et Belgrade parce que les Alliés n'ont pas bombardé Auschwitz, point final. Nos parents ont fait semblant de ne pas voir, ils ont laissé partir les trains. On ne nous y reprendra plus. Et tant pis pour le serbe moyen (qui s'est, dit-on, plutôt mieux conduit que son homologue français à l'instant T). D'où la force des images de wagons bondés, des Kosovars agglutinés sur des quais de gare sous l'œil des sentinelles. Sauf qu'un train qui mène à l'exil, en Macédoine, n'est pas exactement un train qui mène à l'extermination, en Pologne (comparaison, pour sûr, n'est pas absolution). Les enfants de Robert Schuman et de l'Alliance Atlantique, nos gentils centristes, projettent les années cinquante : le monde libre bat tambour, l'Amérique nous protège, disons-lui merci et ne désertons pas. Les antitotalitaires de 68 voient en Milosevic le Marchais, le Brejnev dont ils n'ont pu alors avoir la peau, physiquement (l'Occident parait en manque de sang, et de catharsis : ayant remporté la guerre sur le communisme avec l'aide active des communistes Gorbatchev et Eltsine, il se sent en droit d'exiger un vaincu en bonne et due forme, militaire et pénale, pour boucler le siècle sur un trophée de victoire bien saignant). La génération des Droits de l'Homme, des boat people et du devoir d'ingérence, projette ses années 70 et 80 : la démocratie humanitaire doit régner partout en Europe, la légalité internationale n'étant au fond que l'habillage diplomatique du non-secours aux personnes en danger ou de la lâcheté morale. À quoi la génération 90, celle de Sarajevo et du Rwanda, écœurée des faux-fuyants ou des traquenards du tout-humanitaire, ajoute : « assez de motions nègre-blanc et de dévouées infirmières, maintenant il faut taper, pour en finir avec ces canailles, une fois pour toutes ». Devant un spectre si étendu, que l'opinion puisse aujourd'hui encore se diviser par moitié ne laisse pas de surprendre.

Toutes ces frustrations, ces aspirations accumulées, et pas seulement alentour mais en chacun de nous, soussigné compris, sont explicables et légitimes. Elles font baigner le Kosovo dans un milieu chimiquement ultra sensible. On comprend qu'un article de circonstance posant un problème politico-militaire stricto sensu, sans valeur ajoutée, sans hypothèque ni arriéré, ait pu, dans un milieu aussi saturé, « cristalliser » en un clin d'œil, comme l'amour chez Stendhal, mais à l'envers. Soit « l'opération de l'esprit public qui tire de tout ce qui se présente à lui la découverte que… l'objet haï a de nouvelles imperfections ». Le milieu slave a une autre mémoire, donc d'autres réactions.

Ma seule témérité : avoir évoqué comme une question de politique étrangère à résoudre ce qui est devenu ici un enjeu intérieur et névralgique, à la fois symbolique et affectif. Mais à trop prendre de précautions (oratoires ou non), peut-on débloquer un débat et lever des tabous ? Tordre le bâton dans l'autre sens pour le remettre droit est parfois une nécessité.

4/Avec l'idéalisme humanitaire, le manichéisme moral mais aussi les différentialismes sexuel, culturel et communautaire, nous vivons le grand retour de l'essentialisme (corollaire domestique : la haine de Sartre). Comme les femmes, les Bretons et les ados, serbes, croates, ou Kosovars ont une essence fixe, un statut, un destin. Gardons-nous de les penser en termes de situation, d'histoire, toujours menacée de renversements. L'essentiel est donné : inutile d'aller y voir, sauf à vérifier que tout est bien conforme à sa définition ontologique (la Victime kosovar, passive, sans armes ni stratégie, le Bourreau serbe, fasciste irrémédiable et monobloc). Le vu devra correspondre au conçu et au déjà dit. Que le phénomène puisse faire faux bond à l'essence serait une sournoiserie suspecte, qui veut duper son monde. Une brève incursion sur place, Macédoine et Yougoslavie, ne m'a inspiré aucune vérité bouleversante. Sinon que la réalité ne correspond pas à l'idée simplette que nous nous en faisons ici. Certitude négative. Je n'ai aucune autre idée bien définie, je l'avoue, à mettre à la place de celles que je crois inadéquates. C'est une gêne, j'en conviens, mais après tout, le travail d'un intellectuel ne consiste-t-il pas d'abord à défaire les idées toutes faites, à glisser une paille dans l'air conditionné ? À confronter les mots aux choses ? Faut-il s'habituer à répéter, par exemple, « la négociation de Rambouillet », quand quiconque reconstitue les deux phases de cette non-négociation y décèlerait plutôt l'administration astucieuse d'un ultimatum préparé ? Doit-on dire « la communauté internationale » pour désigner les puissances d'Occident ?

La Chine, la Russie, l'Inde, l'Afrique n'en font-elles pas partie ? L'OTAN a-t-elle déjà remplacé l'ONU ? Peut-on *in fine* galvauder les mots de la Shoah et baptiser « génocide », de loin, tout déplacement forcé de population ? N'est-il pas là, le vrai révisionnisme : dans la banalisation, à des fins de propagande circonstancielle, de l'Holocauste dégradé en marque baladeuse promenée année après année sous toutes les latitudes pour stigmatiser l'ennemi du moment ? L'indifférenciation des mots ne débouchera-t-elle pas un jour sur l'indifférence aux souffrances humaines, noyées dans un confusionnisme utilitaire et dédaigneux ? Et l'inattention de vocabulaire, sur la déréalisation des violences lointaines ? Il serait temps, sur ce point, d'écouter les mises en garde de Claude Lanzmann, qu'on me pardonnera de juger plus considérable que Didier Daenninck.

Mes assassins de papier se sont trompés en définitive et de rôle et de cible. Qu'ai-je à leur dire, en fin de compte ?

Vous incarnez, paraît-il, la démocratie, l'esprit d'ouverture, la civilisation – contre les nouveaux barbares. Non. Vous êtes le visage actuel du fanatisme. Nos nouveaux cagots. Rien d'étonnant que cette Croisade du fort au faible mette du vent dans vos voiles d'inquisiteurs. Vous terrorisez par l'adjectif, sans démonstration. Vous n'établissez pas, vous assenez. Contre l'hérétique et relaps, les San Benito du jour (« national-républicain », « anti-américain », « rouge-brun ») vous tiennent lieu d'arguments et vous croyez avoir discuté une thèse ou démenti un fait quand vous avez déconsidéré son porteur. Sur cette guerre, sur les Balkans, comme sur le reste, vous avez la Vérité infuse. Justice garantie. Au fond, vous n'avez rien à apprendre de personne, ni du réel d'ailleurs, sans doute trop balkanique, trop sang-mêlé pour votre pureté d'ange exterminateur. Vous évacuez l'histoire, la critique et le libre examen. Vous remplacez l'idée par l'image, le complexe par le simple, et l'assentiment par le soupçon. « La méthode est la doctrine » disait l'historien Cochin. Votre ton, vos tics et vos titres parlent pour vous : outrancier, théâtral, fulminatoire. « Les Lumières contre l'obscurantisme… » Jusqu'à vous voir à l'œuvre, le vieux cliché scolaire me semblait désuet, voire dangereux. J'avais tort. Je sais désormais qu'il faudra vous affronter pied à pied. Comme Diderot les frères ignorantins, Anatole France les calotins, Walter Benjamin la peste brune et Victor Serge, les staliniens. Pas aussi bien, mais dans cette lignée-là. Oui, riez, le combat continue. Vos ukases valaient rappel. On ne se lâchera donc plus, c'est promis.

Le dos au mur et les mains nues, vous vous battez publiquement à vingt contre un. Courage. Vous avez avec vous l'État, l'OTAN, le nombre, l'écran, les caricaturistes et la grande presse. Votre force de frappe, incomparable, en impose à beaucoup. Parce que vous tenez en respect, vous croyez l'inspirer. Erreur. Hérauts de l'Occident, vous n'en avez que le corps, les appareils de coercition et de persuasion, non l'esprit, ni le génie. Vous usurpez la place de l'esprit libre, vous ne la confisquerez pas. Vous vaincrez, vous ne convaincrez pas. Même si vous gardez le pouvoir d'appeler blanc le noir, et noir le blanc. Le pouvoir de faire d'un questionneur qui a refusé en Serbie le moindre contact avec le régime de Milosevic, un « pro-Milosevic » ; d'un chercheur de vérité, un imposteur ; d'un randonneur, un planqué ; du refus de prendre parti, un parti pris ; et d'un dubitatif qui se méfie des vérités trop simples, un jobard. Un exploit, j'en conviens. Momentané, mais vous irez jusqu'au bout, je le sais, la lancée est trop belle. Sachez-le, à votre tour : vous n'assassinerez jamais assez, au moral, au physique, pour tuer l'âme des hommes qui ne se soumettent pas.

publié dans *Le Monde Diplomatique*,
daté de juin 1999